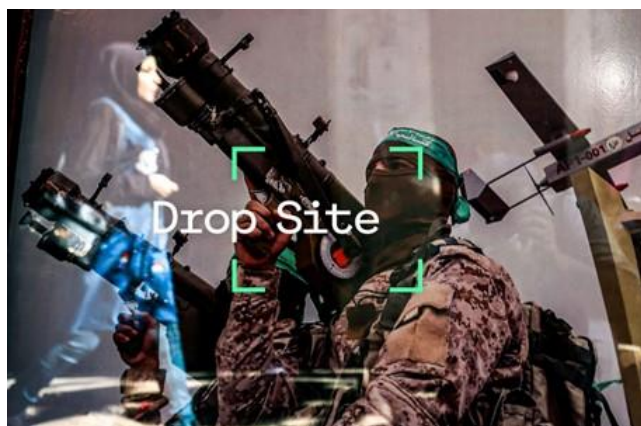


JEREMY SCAHILL



PALESTINE : LA PAROLE À LA RÉSISTANCE



<http://tlaxcala-int.blogspot.com>

fb&twitter @tlaxcalanetwork

<https://vk.com/tlaxcalanet>



<https://glocalworkshop.com>

LIVRES LIBRES

Voici, traduits par [Tlaxcala](#), les trois premiers articles d'une série consacrée aux perspectives de la résistance palestinienne après le 7 octobre et au dixième mois d'une guerre asymétrique opposant des combattants défendant leur peuple à une armée d'occupation surarmée, équipée et soutenue par les puissances impériales. La stratégie génocidaire des occupants n'est pas parvenue à écraser cette résistance en 285 jours. Une fois de plus se vérifie cette vérité historique : aucune armée d'occupation ne peut écraser une armée populaire. Ni au Vietnam, ni en Algérie, ni en Afghanistan, ni en Irak, ni en Palestine. L'auteur de ces articles, Jeremy Scahill, est un journaliste usaméricain d'investigation chevronné, qui vient de créer avec ses amis le site ouèbe *Drop Site News*, après avoir travaillé pendant 11 ans au site *The Intercept*, qu'il avait créé avec Glenn Greenwald. Le mérite de ces articles est de donner la parole aux protagonistes de la résistance, une parole universellement censurée par les médias dominants. Une belle leçon de journalisme.

Image de couverture

Refllet d'une femme passant devant une affiche dans une vitrine montrant un combattant des Brigades Ezzedine Al Qassam, portant un lance-roquettes et posant près d'une maquette d'un drone kamikaze avec le texte en dessous disant Toufan Al Aqsa ("Déluge d'Al Aqsa"), le long d'une allée du camp de réfugiés palestiniens de Shatila dans la banlieue sud de Beyrouth, le 7 novembre 202. Photo : AHMAD AL-RUBAYE / AFP via Getty Images

SOMMAIRE

1- En direct avec le Hamas.....3

Des responsables du Hamas évoquent leurs motivations, leurs objectifs politiques et le coût humain de leur soulèvement armé

2-“La résistance se poursuivra”30

Le Hamas et Israël peuvent conclure un accord limité sur Gaza, mais la guerre pour l'avenir de la Palestine va s'intensifier

3- “Oslo, c'est fini”46

Entretien avec le Dr. Mohammed Al Hindi, l'un des principaux dirigeants du Jihad islamique palestinien

Annexes.....78

1

En direct avec le Hamas

En exclusivité pour Drop Site News, des responsables du Hamas évoquent leurs motivations, leurs objectifs politiques et le coût humain de leur soulèvement armé

Jeremy Scahill, Drop Site News, 9/7/2024

Les neuf derniers mois de la guerre génocidaire d'Israël à Gaza ont suscité une prise de conscience mondiale sans précédent de la situation critique du peuple palestinien. Au cours des 76 années qui se sont écoulées depuis la création de l'État d'Israël et le déclenchement de la Nakba, il n'y a jamais eu de colère aussi soutenue et ouverte à l'égard d'Israël, ni de solidarité aussi répandue avec les Palestiniens. Les manifestations massives dans les villes du monde entier, la rupture des relations diplomatiques avec Tel-Aviv, le rappel des ambassadeurs, les décisions des tribunaux mondiaux contre Israël et les demandes croissantes pour la création d'un État palestinien indépendant : rien de tout cela n'aurait eu lieu sans l'impulsion de l'insurrection armée du Hamas le 7 octobre et la guerre d'anéantissement d'Israël à Gaza qui s'en est suivie.



Membres des Brigades Ezzedine Al Qassam. Photo : Mahmud Hams/AFP via Getty

Cette réalité pose des questions inconfortables mais inéluctables. Du point de vue du Hamas, l'opération Toufan Al-Aqsa (Déluge d'Al Aqsa) a-t-elle été un succès ? Le Hamas savait sans aucun doute que les représailles israéliennes entraîneraient la mort de nombreux civils palestiniens, même si l'ampleur effroyable de l'assaut israélien n'avait pas été prévue. Le 7 octobre était-il donc une opération de martyre collectif lancée sans le consentement de 2,3 millions de Palestiniens ? Et pour les nombreuses personnes qui proclament leur soutien à la cause palestinienne mais condamnent par réflexe la violence des attaques du 7 octobre, comment peuvent-elles faire la part des choses de manière réaliste ?

Drop Site a mené une série d'entretiens avec de hauts responsables du Hamas, tout en procédant à un examen approfondi de ses déclarations et de celles de ses dirigeants. J'ai interrogé diverses sources du Hamas dans le cadre de cet article et deux d'entre elles - Basem Naim et Ghazi Hamad - ont accepté de s'exprimer publiquement. Je me suis également entretenu avec toute une série de Palestiniens, d'Israéliens et de sources internationales bien informés afin de comprendre les objectifs tactiques et politiques des attentats du 7 octobre. Certaines personnes critiqueront inévitablement le choix d'interviewer et de publier les réponses des responsables du Hamas à ces questions, les qualifiant de propagande. Je pense qu'il est essentiel que le public comprenne les perspectives des individus et des groupes qui ont lancé l'attaque qui a déclenché la guerre génocidaire d'Israël - un argument qui est rarement autorisé en dehors de simples extraits sonores.

Les dirigeants du Hamas ont présenté leurs opérations du 7 octobre comme une juste rébellion contre une force d'occupation qui a mené une guerre militaire, politique et économique de punition collective contre la population de Gaza. « Ils ne nous ont pas laissé d'autre choix que de prendre la décision entre nos mains et de riposter », a déclaré le Dr Basem Naim, membre éminent du bureau politique du Hamas et ancien ministre du gouvernement de Gaza. « Pour moi, le 7 octobre est un acte de défense, peut-être la dernière chance pour les Palestiniens de se défendre ».

Naim, médecin, fait partie du cercle restreint qui entoure l'ancien premier ministre de Gaza, Ismail Haniyeh, le principal dirigeant

politique du Hamas, qui est basé à Doha, au Qatar. Au lendemain du 7 octobre, Naim a été l'un des rares responsables du Hamas autorisés à s'exprimer publiquement au nom du mouvement. Dans une interview, Naim a défendu sans hésitation les attaques du 7 octobre contre Israël et a déclaré que le Hamas agissait par nécessité existentielle face aux assauts diplomatiques et militaires soutenus non seulement contre les Palestiniens de Gaza, mais aussi contre la Cisjordanie et Jérusalem occupées.

« Les habitants de Gaza avaient le choix entre deux possibilités : soit mourir à cause du siège, de la malnutrition, de la faim, du manque de médicaments et de traitements à l'étranger, soit mourir à cause d'une roquette. Nous n'avons pas d'autre choix », a-t-il déclaré. « Si nous devons choisir, pourquoi choisir d'être les bonnes victimes, les victimes pacifiques ? Si nous devons mourir, nous devons mourir dans la dignité. Debout, en combattant, en ripostant, et en étant des martyrs dignes ».

Les sondages suggèrent que le soutien des Palestiniens au Hamas reste fort. Avant les attaques du 7 octobre, les sondages d'opinion à Gaza et en Cisjordanie indiquaient que le soutien au Hamas était en baisse, un sondage révélant que seulement 23 % des personnes interrogées exprimaient un soutien significatif au Hamas et que plus de la moitié d'entre elles exprimaient des opinions négatives. « La guerre du 7 octobre a inversé cette tendance, entraînant une forte hausse de la popularité du Hamas », a [indiqué Arab Barometer](#).

Un [sondage plus récent](#) mené par le Centre palestinien de recherche sur les politiques et les enquêtes, dont les résultats ont été publiés à la mi-juin, a révélé que les deux tiers de la population de Gaza continuaient d'exprimer leur soutien à l'attaque du 7 octobre contre Israël, plus de 80% affirmant qu'elle avait placé la Palestine au centre de l'attention mondiale. Plus de la moitié des habitants de Gaza interrogés ont indiqué qu'ils espéraient que le Hamas reviendrait au pouvoir après la guerre. « Ils ont perdu confiance dans la paix avec Israël. Les gens pensent que le seul moyen est maintenant de se battre contre Israël, de lutter contre Israël », a déclaré Ghazi Hamad, ancien vice-ministre des Affaires étrangères du Hamas et membre de longue date de son bureau politique, lors d'un entretien. « Nous avons mis la cause palestinienne sur la table. Je pense que nous avons ouvert une nouvelle page de l'histoire ».

« Israël a passé neuf mois [à combattre dans la bande de Gaza] - neuf mois. Il s'agit d'une petite zone. Pas de montagnes, pas de vallées. C'est une toute petite zone assiégée avec les 20 000 [combattants] du Hamas », a poursuivi Hamad. « Ils ont apporté toute la puissance militaire, avec le soutien des USA. Mais je pense qu'ils ont échoué. Ils ont échoué ».

La Dre. Yara Hawari, codirectrice d'Al-Shabaka, un groupe de réflexion palestinien indépendant, a déclaré que l'évaluation du rôle joué par les attaques du 7 octobre du Hamas dans le mouvement mondial croissant de soutien aux Palestiniens soulevait des questions morales complexes. « Si le régime israélien ne s'était pas lancé dans un génocide à Gaza, serions-nous confrontés à un tel niveau de solidarité ? Je pense qu'il est difficile de répondre à cette question. C'est aussi une question inconfortable parce que je ne pense pas que les Palestiniens, où qu'ils soient, devraient payer avec leur sang la solidarité des gens du monde entier, et certainement pas avec plus de 40 000 personnes tuées », m'a-t-elle dit.

« Nous avons dépassé les chiffres de la Nakba d'au moins trois fois en termes de personnes tuées. Et une région entière a été détruite. Gaza n'existe plus. Elle a été complètement détruite. Je pense donc que ce moment a été très révélateur », a déclaré Hawari, qui est basée à Ramallah. « Si le 7 octobre n'avait pas eu lieu, cela aurait-il été révélé aux gens du monde entier ou non ? C'est une chose inconfortable à laquelle il faut penser, c'est certain ».

Le Hamas a souligné que son objectif, le 7 octobre, était de briser le statu quo et d'obliger les USA et d'autres pays à s'occuper du sort des Palestiniens. Sur ce plan, les analystes avisés estiment qu'ils ont réussi. « Le 6 octobre, la Palestine avait disparu de l'agenda régional et international. Israël traitait unilatéralement avec les Palestiniens sans susciter la moindre attention ni la moindre critique », a déclaré Mouin Rabbani, ancien fonctionnaire de l'ONU qui a travaillé comme conseiller spécial sur Israël-Palestine pour l'International Crisis Group. « Les attaques du Hamas du 7 octobre et leurs conséquences ont joué un rôle crucial, mais je pense que le 'mérite' en revient tout autant à Israël, si ce n'est plus', a-t-il ajouté. « Si Israël avait réagi comme il l'a fait lors des assauts précédents contre Gaza, en 2008, 2014 et 2021, cela aurait fait la une pendant quelques semaines, il y aurait eu beaucoup d'agitation, et on serait resté là ».

« Ce ne sont pas seulement les actions du colonisé, mais aussi la réaction du colonisateur qui a créé la réalité politique actuelle, le moment politique actuel », a ajouté Rabbani.

Les responsables usaméricains et israéliens répondent souvent aux questions concernant le nombre effarant de morts à Gaza ou les massacres de femmes et d'enfants au cours des neuf derniers mois en rejetant la responsabilité sur le seul Hamas. Ils traitent les événements du 7 octobre comme s'ils accordaient à Israël un permis illimité de tuer à grande échelle.

Le secrétaire d'État Antony Blinken aime à répéter : « Aucune de ces souffrances n'aurait eu lieu si le Hamas n'avait pas fait ce qu'il a fait le 7 octobre ».

C'est manifestement faux. Mais la brutalité de l'occupation israélienne pendant plusieurs décennies exonère-t-elle le Hamas de toute responsabilité quant aux conséquences de ses actes du 7 octobre ?

« Ces morts devraient être sur la conscience des dirigeants israéliens qui ont décidé de tuer tous ces gens », a déclaré Rashid Khalidi, auteur de *The Hundred Years' War on Palestine* et largement considéré comme le principal historien de la Palestine aux USA. « Mais ils devraient aussi, dans une certaine mesure, peser sur la conscience des personnes qui ont organisé l'opération [du 7 octobre]. Ils auraient dû savoir, et devaient savoir, qu'Israël infligerait une vengeance dévastatrice non seulement à eux, mais aussi et surtout à la population civile. Les créditez-vous de cela ? Le résultat final pourrait être l'occupation permanente, l'extermination et peut-être même l'expulsion de la population de Gaza, auquel cas je ne pense pas que qui que ce soit veuille accorder du crédit à ceux qui ont organisé cette opération.

La romancière et auteure usaméricano-palestinienne Susan Abulhawa s'est rendue deux fois à Gaza depuis le début du siège à l'automne dernier et a défendu sans hésitation la résistance armée palestinienne. Elle rejette l'idée que le Hamas est responsable des massacres de civils perpétrés par Israël à Gaza depuis le 7 octobre. « C'est un peu comme si l'on disait à ceux qui ont participé à l'insurrection du ghetto de Varsovie qu'ils auraient dû savoir que l'armée allemande allait réagir comme elle l'a fait et qu'ils étaient responsables de la mort des autres habitants du ghetto de Varsovie », a Mme Abulhawa. « C'est peut-être vrai, mais est-

ce vraiment une point de vue moral à faire valoir ? Je ne pense pas qu'il y ait jamais eu autant d'attention portée à un peuple indigène, à la façon dont il résiste à ses colonisateurs ».

Abulhawa, auteure notamment des romans *Against the Loveless World* et *Mornings in Jenin*, m'a dit : « En tant que Palestinienne, j'en suis reconnaissante. Je pense que ce qu'ils ont fait est quelque chose qu'aucune négociation n'a jamais pu réaliser. Rien de ce que nous avons fait n'a pu aboutir à ce qu'ils ont obtenu avec le 7 octobre. Et je devrais dire qu'en fait, ce n'est pas tant ce qu'ils ont fait, mais c'est la réaction d'Israël qui a conduit à un changement dans le récit parce qu'Israël est enfin nu devant le monde ».

Les hommes dans les tunnels

Les 76 dernières années de l'histoire palestinienne ont été une succession ininterrompue d'atrocités et de crimes de guerre israéliens. Pourquoi le Hamas a-t-il lancé une action aussi monumentale à ce moment précis ?

Les personnes qui peuvent le mieux répondre à la question de savoir à quoi pensait le Hamas le 7 octobre sont les hommes qui se trouvent dans les tunnels, pourchassés par les forces israéliennes à Gaza. Yahya Sinwar, le chef du Hamas sur le terrain, et Mohammed Deif, le commandant des Brigades Ezzedine Al Qassam, sont largement considérés comme étant ceux qui ont décidé quand et comment le cours de l'histoire allait être modifié.

Dans les médias israéliens et usaméricains, Sinwar est généralement dépeint comme un méchant de BD tapi dans son repaire souterrain, en train d'imaginer des moyens d'assassiner et de terroriser des Israéliens innocents dans le cadre d'une interprétation déformée de l'islam, à la manière de DAECH. Il est désigné comme terroriste par le département d'État US depuis 2015. « Les USA doivent avoir un croquemitaine, un personnage à la Saddam Hussein, un Hitler », dit Khalidi. « Je pense que c'est Sinwar qu'ils ont choisi ».

En dépit de ces portraits sinistres, les écrits de Sinwar et les interviews qu'il a accordées aux médias indiquent qu'il s'agit d'un penseur complexe dont les objectifs politiques sont clairement définis et qui considère la lutte armée comme un moyen d'arriver à ses fins. Il donne

l'impression d'être un militant politique bien éduqué, et non un chef de secte en croisade pour le suicide collectif. « Ce n'est pas cette image noire de Sinwar comme un homme avec deux cornes vivant dans les tunnels », dit Hamad, le responsable du Hamas qui a travaillé directement avec Sinwar pendant trois ans. « Mais en temps de guerre, il est très fort. Cet homme est très fort. Quand il veut se battre, il le fait sérieusement ».

En 1988, quelques mois seulement après la création du Hamas, Sinwar a été arrêté par les forces israéliennes et condamné à quatre peines de prison à vie pour avoir personnellement assassiné des collabos palestiniens présumés. Pendant les 22 années qu'il a passées dans une prison israélienne, il a appris à parler couramment l'hébreu et a étudié l'histoire de l'État israélien, sa culture politique et son appareil militaire et de renseignement. Il a traduit à la main les mémoires de plusieurs anciens responsables de l'agence de renseignement israélienne Shin Bet. « Quand je suis entré [en prison], c'était en 1988, la guerre froide était toujours en cours. Et ici [en Palestine], l'Intifada. Pour diffuser les dernières nouvelles, nous imprimions des tracts. Je suis sorti et j'ai découvert Internet », a raconté Sinwar à un journaliste italien en 2018. « Mais pour être honnête, je ne suis jamais sorti - je n'ai fait que changer de prison. Et malgré tout, l'ancienne était bien meilleure que celle-ci. J'avais de l'eau, de l'électricité. J'avais tant de livres. Gaza est beaucoup plus dure ».



Yahya Sinwar, chef du Hamas à Gaza, interviewé par Vice News en juin 2021

Dans les interviews qu'il a accordées aux médias, Sinwar a parlé du Hamas comme d'un mouvement social doté d'une aile militaire et a présenté ses objectifs politiques comme faisant partie de la lutte historique pour le rétablissement d'un État palestinien unifié. « Je suis le chef du Hamas à Gaza, de quelque chose de beaucoup plus complexe qu'une milice, un mouvement de libération nationale. Et mon principal devoir est d'agir dans l'intérêt de mon peuple : de le défendre et de défendre son droit à la liberté et à l'indépendance », a-t-il déclaré. « Tous ceux qui nous considèrent encore comme un groupe armé, et rien d'autre, n'ont pas la moindre idée de ce qu'est réellement le Hamas... Vous vous concentrez sur la résistance, sur les moyens plutôt que sur l'objectif, qui est un État fondé sur la démocratie, le pluralisme et la coopération. Un État qui protège les droits et la liberté, où les différences sont affrontées par la parole et non par les armes. Le Hamas est bien plus que ses opérations militaires ».

Sinwar, contrairement aux dirigeants d'Al-Qaïda ou de Daech, a régulièrement invoqué le droit international et les résolutions de l'ONU, faisant preuve d'une compréhension nuancée de l'histoire des négociations avec Israël sous la médiation des USA et d'autres pays. « Soyons clairs : avoir une résistance armée est notre droit, en vertu du droit international. Mais nous n'avons pas que des roquettes. Nous avons utilisé toute une série de moyens de résistance », a-t-il déclaré dans l'interview de 2018. « Nous ne faisons les gros titres qu'avec du sang. Et pas seulement ici. Pas de sang, pas de nouvelles. Mais le problème n'est pas notre résistance, c'est leur occupation. Sans occupation, nous n'aurions pas de roquettes. Nous n'aurions pas de pierres, de cocktails Molotov, rien. Nous aurions tous une vie normale ».

Tout au long de 2018 et 2019, Sinwar a soutenu les manifestations non violentes à grande échelle le long des murs et des clôtures de Gaza, connues sous le nom de Grande Marche du retour. « Nous pensons que si nous avons un moyen de résoudre potentiellement le conflit sans destruction, nous sommes d'accord avec cela », a déclaré Sinwar lors d'une [rare conférence de presse](#) en 2018. « Nous préférierions gagner nos droits par des moyens doux et pacifiques. Mais nous comprenons que si ces droits ne nous sont pas accordés, nous avons le droit de les gagner par la résistance ».

Israël avait répondu aux manifestations par un recours régulier à la force meurtrière, tuant 223 personnes et en blessant plus de 8 000

autres. Des snipers israéliens se sont ensuite vantés d'avoir abattu des dizaines de manifestants d'une balle dans le genou lors des manifestations hebdomadaires du vendredi. Pour de nombreux Palestiniens, ces événements ont renforcé l'idée que les politiques d'Israël ne peuvent être modifiées par des mots.

En mai 2021, à la suite d'une série d'attaques israéliennes contre des fidèles palestiniens à la mosquée Al Aqsa, ainsi que de menaces d'expulsions forcées de Palestiniens de Sheikh Jarrah, dans la partie occupée de Jérusalem-Est, le Hamas et le Jihad islamique palestinien ont lancé un tir de barrage de roquettes sur des villes israéliennes, tuant 12 civils. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, avec le soutien des USA, a ordonné de lourdes attaques contre Gaza. Plus de 250 Palestiniens sont tués et des milliers sont blessés.

Après la fin de la campagne de bombardement israélienne de 11 jours contre Gaza, Sinwar s'est entretenu avec [VICE News](#) et a cherché à replacer la lutte palestinienne dans le contexte usaméricain, en s'appuyant sur des cas récents de violences policières meurtrières à l'encontre d'Afro-USAméricains. « Le même type de racisme qui a tué George Floyd est utilisé par [Israël] contre les Palestiniens à Jérusalem, dans le quartier de Sheikh Jarrah et en Cisjordanie. Et en brûlant nos enfants. Et contre la bande de Gaza par le siège, le meurtre et la famine ».

Les attaques israéliennes ont pris fin lorsque le président Joe Biden est intervenu pour dire à M. Netanyahu de conclure. Le 19 mai, lors d'un appel téléphonique, Joe Biden a dit à Netanyahu : « Hé, mec, ça déraile. C'est terminé ». Deux jours plus tard, Israël a accepté un cessez-le-feu.

« La bataille entre nous et l'occupation qui a profané notre terre, déplacé notre peuple et qui continue d'assassiner et de déplacer des Palestiniens, de confisquer des terres et d'attaquer des lieux sacrés, est une bataille sans fin », a déclaré Sinwar. Interrogé sur l'assassinat de civils israéliens par des roquettes du Hamas, Sinwar s'est animé. « Vous ne pouvez pas comparer ça à ceux qui résistent et se défendent avec des armes qui semblent primitives en comparaison. Si nous avions les moyens de lancer des missiles de précision visant des cibles militaires, nous n'aurions pas utilisé les roquettes que nous avons utilisées », a-t-il rétorqué. « Le monde s'attend-il à ce que nous soyons des victimes bien

élevées pendant que nous nous faisons tuer ? Que nous soyons massacrés sans faire de bruit ? C'est impossible ».

Deux ans et demi plus tard, Sinwar a autorisé le lancement de l'opération Déluge d'Al Aqsa, l'attaque la plus meurtrière de l'histoire à l'intérieur d'Israël.

Les responsables du Hamas m'ont dit que, pour des raisons stratégiques, ils avaient fait coïncider les attaques avec [Chemini Atseret](#), le dernier jour de la fête d'action de grâce de Souccot, mais aussi, plus largement, pour exploiter les divisions croissantes au sein de la société israélienne et l'impopularité grandissante de Netanyahu parmi les Israéliens. Sur le plan tactique, ils ont procédé à une surveillance approfondie des installations militaires israéliennes situées le long de ce que les sionistes appellent « l'enveloppe de Gaza » et ont identifié les failles des systèmes de surveillance et des défenses du périmètre.

Tout au long des deux années qui ont précédé les attentats du 7 octobre, les responsables du Hamas m'ont dit avoir envoyé à Israël des avertissements répétés pour qu'il mette fin aux activités des colonies illégales et aux annexions en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Le Hamas a également protesté contre les attaques et les provocations croissantes d'Israël dans l'enceinte de la mosquée Al Aqsa, le site islamique le plus sacré de Palestine, et a demandé aux USA et à d'autres pays de restreindre les actions d'Israël. « Nous avons parlé aux médiateurs, en particulier aux Nations unies, aux Égyptiens et aux Qataris : “Dites à Israël d'arrêter cela. Nous ne pouvons pas en tolérer davantage” », a déclaré Hamad, qui parle l'hébreu et négocie depuis longtemps avec des responsables israéliens. « Ils ne nous ont pas écoutés. Ils pensaient que le Hamas était faible et qu'il ne cherchait plus qu'à obtenir de l'aide humanitaire et des installations dans la bande de Gaza. Mais en même temps, nous nous préparions ».

« Nous nous préparions parce que nous sommes sous occupation », dit Hamad. « Nous pensons que la Cisjordanie et Gaza forment une unité. C'est notre peuple qui subit l'oppression, les tueries et les massacres. Nous devons les sauver. Et Israël se sent au-dessus des lois. Ils peuvent faire n'importe quoi. Personne ne peut les arrêter ».

« Nous l'avons dit avant le 7 octobre : le tremblement de terre est imminent. Et les répercussions de ce tremblement de terre dépasseront les frontières de la Palestine », a dit Naim.

Alors que le Hamas transmettait des messages par l'intermédiaire de médiateurs internationaux, il tenait en même temps des réunions secrètes régulières à Gaza, au cours desquelles ses dirigeants réfléchissaient à des moyens potentiels de faire face à Israël. « Nous avions des réunions au sein du bureau politique du Hamas à Gaza et nous discutons constamment de la situation. Ce qui a été mis sur la table, c'est une évaluation d'Israël en Cisjordanie et de la mosquée Al Aqsa », dit Hamad. « Le Hamas a décidé de faire quelque chose pour dissuader Israël. Le Hamas a également voulu envoyer un message aux masses palestiniennes : “Nous ne sommes pas faibles [comme] l'Autorité palestinienne”.

Hamad a indiqué que les discussions ont porté sur des actions qui obligeraient le monde à prêter attention au sort des Palestiniens, mais aussi à envoyer un message à Israël. « Nous allons leur montrer que nous pouvons faire quelque chose pour vous nuire et vous blesser. Quelle est l'autre solution ? Soit nous, en tant que Palestiniens, attendons, attendons et attendons depuis de nombreuses années que certains pays, la communauté internationale, fassent quelque chose pour sauver les Palestiniens, soit nous recourons à la violence pour créer une sorte de choc, afin d'attirer l'attention du monde ».

Naim a déclaré que le Hamas avait conclu que la politique israélienne ne pouvait être modifiée que par une résistance violente. « Je dois dire que nous lisons aussi très bien l'histoire. Nous avons tiré les leçons de l'histoire du Viêt Nam, de la Somalie, de l'Afrique du Sud et de l'Algérie », dit-il « En fin de compte, on n'a pas affaire à des ONG bisounours qui viennent dire : “Excusez-nous de vous avoir dérangés pendant quelques années et maintenant on s'en va, s'il vous plaît pardonnez-nous”. Ce sont des forces tellement brutales et sanguinaires qu'elles ne partiront qu'avec les mêmes outils que ceux qu'elles utilisent ».

Hamad et d'autres responsables politiques du Hamas ont déclaré que, bien qu'ils aient participé aux réunions stratégiques organisées à Gaza avant les attaques, la plupart d'entre eux n'étaient pas au courant des détails opérationnels ni du calendrier des opérations. « Il existe un

groupe spécial dirigé par Sinwar, qui a pris la décision du 7 octobre. Il s'agit d'un cercle très étroit. Nous ne savions rien de tout ça. Nous avons été surpris par le 7 octobre ».



**La ville de Gaza lors d'une frappe aérienne israélienne le 9 octobre 2023.
Photo : Mahmud Hams/AFP via Getty**

Une débâcle surprenante

Avant le 7 octobre, les perspectives d'un État palestinien étaient de plus en plus minces. Les conditions de vie à Gaza étaient désastreuses et aucun signe d'amélioration n'était perceptible en raison du blocus israélien intense et du manque d'intérêt de la part du monde. D'après les sondages, les habitants de la bande de Gaza attribuaient de plus en plus la responsabilité de leur misère au Hamas, l'un des principaux objectifs de la stratégie de punition collective d'Israël. Les USA étaient à la tête d'une série d'initiatives diplomatiques visant à normaliser les relations entre Israël et les États arabes. Les accords d'Abraham, lancés sous la présidence de Donald Trump, ont effectivement supprimé la question de l'autodétermination palestinienne comme condition de la normalisation, ce qui constituait une victoire majeure pour Israël. Les provocations et les attaques israéliennes contre les fidèles d'Al Aqsa devenaient régulières.

Israël progressait de manière agressive dans l'annexion de terres palestiniennes et des colons armés menaient des actions paramilitaires meurtrières, souvent avec le soutien ou la facilitation du gouvernement, contre des fermes et des maisons palestiniennes dans les territoires occupés depuis 1967.

L'Autorité palestinienne en Cisjordanie était largement méprisée pour sa corruption et sa collaboration avec Israël, y compris à travers les actions brutales de ses forces de sécurité soutenues par les USA. L'AP, souvent qualifiée de sous-traitant de l'occupation israélienne, arrête régulièrement des dissidents, des syndicalistes et des journalistes, en plus des personnes qu'Israël a identifiées comme présentant un risque pour sa sécurité.

Le Hamas voulait briser le statu quo à Gaza, se positionner comme le défenseur du peuple palestinien et ouvrir la voie à un nouvel alignement du pouvoir politique pour remplacer ce qu'il considérait comme le régime de Vichy du chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Au plus haut niveau, l'opération Déluge d'Al Aqsa devait être la salve d'ouverture de ce que le Hamas espérait être un moment décisif et historique dans la guerre pour la libération de la Palestine.

Sur le plan tactique, les opérations du 7 octobre ont dépassé les prévisions du Hamas. « Nous avons été très surpris par la rapidité avec laquelle l'une des brigades les plus puissantes de l'armée israélienne - la brigade de Gaza est l'un des groupes les plus forts et les plus sophistiqués de l'armée - s'est effondrée en quelques heures sans aucune résistance sérieuse, et par le fait que même l'État dans son ensemble, pendant des heures, voire des jours, a continué à être paralysé, n'a pas été en mesure de répondre de manière professionnelle », a déclaré Naim, le membre du bureau politique du Hamas.

« Ils ont réussi à créer cette image d'une armée invaincue, invincible, de soldats invincibles, du bras long d'Israël, qui peut frapper partout et revenir se détendre dans un café de Tel-Aviv, comme ils l'ont fait en Irak, en Syrie, au Liban, partout. Je pense que cela a montré que [la réputation autoproclamée d'Israël] ne reflétait pas la réalité » Les attaques, a-t-il ajouté, ont montré aux Palestiniens et à leurs alliés qu' « Israël peut être vaincu et que la libération de la Palestine est une bonne possibilité ».

« Il n'y avait absolument aucun contrôle de l'espace de combat. Il n'y avait aucun contrôle de cette zone ».

Neuf mois après les attaques, Israël est toujours en état de choc et incrédule face à l'incapacité totale de son armée et de ses services de renseignement à protéger les zones les plus vulnérables du pays.

« Le Hamas a gagné la guerre le 7 octobre. Le fait qu'il ait pu conquérir des parties d'Israël et tuer autant d'Israéliens », a déclaré Gershon Baskin, un négociateur israélien expérimenté en contact régulier avec des éléments du Hamas. « Ils ont détruit le système de surveillance électronique d'Israël avec des drones que l'on peut acheter sur Amazon et des grenades. Ils ont détruit les systèmes de communication interne d'Israël dans les kibboutzim tout autour de la bande de Gaza. Ils étaient tellement plus sophistiqués qu'Israël ».

Le Hamas « n'a jamais imaginé qu'il n'y aurait pas d'armée israélienne lorsqu'il a franchi la frontière israélienne », dit Baskin. « L'un des dirigeants du Hamas m'a dit : “Si nous avions su qu'il n'y aurait pas d'armée, nous aurions envoyé 10 000 personnes et conquis Tel Aviv”. Et ils n'ont pas tort. Ils n'avaient pas d'armée sur place et lorsqu'ils ont découvert le festival de musique [Nova], dont ils ignoraient l'existence, ils se sont livrés à une véritable folie meurtrière ».

Khalidi pense également que le Hamas n'était pas préparé à son propre succès opérationnel le 7 octobre. « Je ne pense pas qu'ils s'attendaient à ce que la division de Gaza s'effondre. Je ne pense pas qu'ils s'attendaient à envahir une douzaine ou plus de colonies frontalières. Je ne pense pas qu'ils s'attendaient à ce que des milliers et des milliers de Gazaouis sortent de la prison qu'Israël a créée et kidnappent des Israéliens. Je ne pense pas qu'ils s'attendaient au genre de tueries qui ont eu lieu dans ces colonies frontalières. Je ne pense pas que tout cela ait été planifié, franchement », m'a-t-il dit. « Il n'y avait absolument aucun contrôle de l'espace de combat. Il n'y avait aucun contrôle de cette zone. L'armée israélienne a mis quatre jours pour réoccuper chaque position militaire, chaque village frontalier. Il y a donc eu deux jours, trois jours, parfois plus, pendant lesquels le chaos était total. Je suis sûr que des choses horribles se sont produites ».

Le Hamas a toujours nié les allégations selon lesquelles ses combattants auraient intentionnellement tué des civils le 7 octobre. Dans un manifeste publié le 21 janvier et intitulé « [Pourquoi l'Opération Déluge d'Al Aqsa ? Notre vision des choses](#) » le Hamas a tenté d'expliquer l'opération, bien que le document ait consisté principalement en des griefs généraux. Parmi les objectifs tangibles des attaques en Israël, le Hamas a déclaré que ses combattants avaient « ciblé les sites militaires israéliens et cherché à arrêter les soldats de l'ennemi pour faire pression sur les autorités israéliennes afin qu'elles libèrent les milliers de Palestiniens

détenus dans les prisons israéliennes dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers ».

« Il est possible que des erreurs se soient produites lors de la mise en œuvre de l'opération Déluge d'Al Aqsa, en raison de l'effondrement rapide du système sécuritaire et militaire israélien et du chaos provoqué le long des zones frontalières avec Gaza », poursuit le communiqué. Sinwar aurait reconnu auprès de ses camarades, après le 7 octobre, que « les choses ont échappé à tout contrôle » et que « des gens ont été pris dans l'engrenage, ce qui n'aurait pas dû se produire ».

Mouin Rabbani a déclaré qu'il était indéniable que le Hamas avait tué des civils lors des attaques du 7 octobre et a exprimé de sérieux doutes quant à la position officielle du groupe selon laquelle le Déluge d'Al Aqsa visait uniquement l'armée israélienne. « Le Hamas a déjà commis des attentats suicides contre des bus civils, des restaurants, etc. pendant la seconde Intifada », remarque-t-il. M. Rabbani se souvient avoir lu des comptes-rendus des attaques du 7 octobre et avoir regardé des vidéos de ce jour-là montrant des civils israéliens tués ou capturés. « J'ai d'abord pensé qu'il s'agissait probablement de personnes qui avaient souffert toute leur vie à Gaza, qui ne s'attendaient pas à repartir vivantes et qui voulaient partir en fanfare. Je suis sûr que c'est l'explication pour certains de ces cas », affirme-t-il.

« Mais je me demande également dans quelle mesure cela était prémédité. Je serais très intéressé de savoir dans quelle mesure le Hamas avait l'intention d'infliger un coup terriblement traumatisant à la société israélienne, et pas seulement à l'armée israélienne », ajoute-t-il. « Il y a des preuves à l'appui. Il y a aussi des preuves qui le contredisent. Mais je pense que c'est une question qui mérite d'être examinée plus en détail ».

Le discours entourant l'assassinat de civils israéliens le 7 octobre a été un élément central dans la formation de l'opinion publique sur la guerre. « La rage qui règne en Israël est due en grande partie au nombre très élevé de civils tués », a déclaré M. Khalidi. « La guerre entraîne la mort de civils, mais ce chiffre dépasse de loin ce qui aurait pu ou dû être acceptable en toutes circonstances, et cela est également imputable aux planificateurs de l'opération. Je pense que c'est une chose difficile à dire, mais je pense que c'est quelque chose qui doit être dit ».

L'agence israélienne de sécurité sociale a établi le bilan officiel du 7 octobre à 1 139 morts. Parmi les personnes tuées, 695 étaient des civils israéliens, 71 des civils étrangers et 373 des membres des forces de sécurité israéliennes. Aussi horrible que soit le bilan des victimes civiles du 7 octobre, le message des responsables usaméricains et israéliens était et reste ferme : les vies israéliennes ont une valeur exponentielle, elles valent bien plus que celles des Palestiniens.

Le Hamas a déclaré que ses forces visaient les bases militaires et les colonies illégales, qualifiant le meurtre de civils dans les kibboutzim de dommages collatéraux dans des batailles contre des colons armés « enregistrés comme civils alors qu'il s'agissait en fait d'hommes armés combattant aux côtés de l'armée israélienne ». Les responsables du Hamas ont laissé entendre que bon nombre des civils israéliens dont la mort a été confirmée ont été tués lors de tirs croisés, d'incidents de “tirs amis”, ou ont été tués intentionnellement par l'armée israélienne pour éviter qu'ils ne soient ramenés vivants à Gaza. « S'il y a eu des cas de ciblage de civils », affirme le Hamas dans son manifeste, « cela s'est produit accidentellement et au cours de la confrontation avec les forces d'occupation ».

Mme Abulhawa a accusé les gouvernements israélien et usaméricain d'avoir lancé une campagne de propagande coordonnée au lendemain du 7 octobre afin de déshumaniser les Palestiniens et d'avoir réussi à faire passer les combattants du Hamas pour des monstres bestiaux qui tuent pour le plaisir de tuer. Elle a cité un grand nombre d'histoires horribles de crimes sadiques prétendument commis par des combattants du Hamas, y compris la décapitation de bébés, qui ont été lancées par des responsables israéliens et usaméricains, y compris Biden, pour être ensuite démenties par des journalistes et des chercheurs indépendants.

« Ils ont dit qu'ils avaient décapité des bébés, qu'ils avaient éviscéré une femme enceinte, qu'ils avaient brûlé un bébé dans un four, des actes de violence vraiment horribles qui semblaient tout simplement diaboliques et gratuits pour tuer des Juifs. C'était le récit', dit-elle. « Il n'y avait là pas même une graine de vérité ».

M. Naim, du Hamas, a attribué aux attentats du 7 octobre et aux neuf mois d'insurrection armée contre les forces d'invasion israéliennes le mérite d'avoir placé le sort de la libération palestinienne au centre de

l'attention mondiale. « Ce soutien populaire partout dans le monde, en particulier aux USA et en Europe, croyez-vous que cela se produirait par le biais d'un atelier à Washington, D.C., pour discuter entre Palestiniens et USAméricains de la manière de gérer les points de passage de Rafah ? Malheureusement, c'est la voie à suivre. Il n'y a pas d'autre solution ».

M. Hamad m'a dit qu'aucune des personnes impliquées dans la planification des attaques du 7 octobre avec lesquelles il s'est entretenu n'avait prévu l'ampleur de la réponse d'Israël et que de nombreux dirigeants du Hamas s'attendaient à une version plus intense et plus longue des précédentes attaques israéliennes contre Gaza. « C'est un point très sensible », a-t-il déclaré. « Personne ne s'attendait à une telle réaction de la part d'Israël, car ce qui s'est passé à Gaza, c'est la destruction totale de Gaza, la mort d'environ 40 000 personnes, la destruction de toutes les institutions, des hôpitaux et de tout le reste. Je sais que la situation est horrible à Gaza. C'est très, très difficile. Et nous aurons besoin d'au moins dix ans pour reconstruire Gaza ».

« Cette guerre est totalement différente », dit Hamad. « Totalement différente ».

Dilemme du prisonnier

Les médiateurs internationaux ont relancé les négociations entre le Hamas et Israël et il semblerait qu'un accord progressif se profile à l'horizon, même si le cessez-le-feu permanent exigé par le Hamas semble peu probable. « Le principal problème est que le Hamas ne conclura pas d'accord sans mettre fin à la guerre et qu'Israël ne conclura pas d'accord qui mette fin à la guerre », m'a dit M. Baskin.

Israël a insisté pour que le Hamas désarme et pour que le groupe soit empêché de participer à la gouvernance de Gaza après la guerre. Le Hamas a maintenu qu'il resterait une force politique ayant le droit de se défendre par les armes contre l'occupation israélienne. « Les USA doivent comprendre, et c'est très important, que le Hamas fera partie de la scène palestinienne », dit Hamad. « Le Hamas ne sera pas expulsé. Le Hamas a créé le 7 octobre et a créé cette histoire ».

Selon un membre de l'équipe de négociation du Hamas, les représentants palestiniens ont constaté que les médiateurs usaméricains étaient de plus en plus frustrés par la partie israélienne.

« Chaque fois qu' [Israël] a besoin de quelque chose, ils appellent le baby-sitter. Les USA en ont maintenant assez du comportement israélien », dit le représentant du Hamas, qui a demandé à rester anonyme. « Ils ont peur que cette guerre s'étende à d'autres régions et veulent donc contrôler Netanyahu et sa folie. Ils essaient de faire pression sur Israël pour qu'il accepte ce cessez-le-feu. Ils essaient, mais je pense que jusqu'à présent, ils n'ont pas utilisé toutes les cartes pour pousser Israël. Je pense que c'est comme leur enfant gâté ». Le négociateur du Hamas m'a dit qu'il avait l'impression que « les USA essaient de traiter avec douceur avec Israël, d'exercer une pression, mais pas de les acculer au pied du mur. C'est pour cette raison qu'il y a maintenant un grand conflit et un différend entre Israël et les USA ».

De tous les objectifs des attaques du 7 octobre, celui dont le Hamas était le plus convaincu qu'il donnerait des résultats concrets était la libération des Palestiniens des prisons israéliennes. Selon les chiffres israéliens, plus de 240 personnes, dont des soldats et des civils israéliens ainsi que des étrangers, ont été ramenées à Gaza lors des attaques menées par le Hamas.

Yahya Sinwar a toujours donné la priorité à la libération des prisonniers palestiniens. C'est ainsi qu'il a obtenu sa propre liberté en 2011, dans le cadre d'un échange qui a vu Sinwar et plus de 1 000 autres Palestiniens libérés des prisons israéliennes en échange d'un seul soldat israélien, Gilad Shalit. « Ce n'est pas une question politique, pour moi c'est une question morale », a-t-il déclaré en 2018. « Je ferai plus que mon possible pour libérer ceux qui sont encore enfermés ».

Naim a déclaré qu'Israël s'est toujours montré disposé à payer un prix élevé pour le retour de ses soldats, y compris en libérant des Palestiniens qu'il qualifie de terroristes. « Certains d'entre eux sont maintenant [en prison] depuis plus de 45, 44 ans », a-t-il déclaré. « Ils ont également exercé une forte pression sur les dirigeants pour qu'ils fassent quelque chose. Mais, trois semaines après le début de la guerre, lorsque Sinwar a officiellement proposé un accord global visant à libérer « tous les prisonniers palestiniens des prisons israéliennes en échange de tous les prisonniers détenus par la résistance palestinienne », Israël l'a rejeté.

M. Baskin a servi de négociateur de paix de l'ombre avec diverses factions palestiniennes. Il a joué un rôle central dans la négociation de l'accord Shalit et a continué à travailler en coulisses sur la question des

otages depuis le 7 octobre. Selon lui, le Hamas savait que la seule chance de libérer les “impossibles” - les prisonniers palestiniens de grande valeur, y compris ceux qui ont été condamnés pour avoir tué des Israéliens - serait de prendre en otage un grand nombre de membres du personnel militaire.

« Les soldats voulaient libérer tous les prisonniers palestiniens en Israël, ceux qui purgeaient des peines d'emprisonnement à perpétuité », explique M. Baskin. « À l'époque, 559 Palestiniens étaient condamnés à la perpétuité. C'était leur principal objectif, les libérer tous ».

Finalement, sous la pression nationale et internationale, M. Netanyahu a accepté un échange limité. Au cours d'une brève trêve en novembre dernier, le Hamas a libéré 105 otages civils israéliens en échange de 240 Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, retenus en captivité par Israël. « Le Hamas a conclu un accord rapide avec les Israéliens », a déclaré M. Baskin. « Il s'agissait de trois prisonniers pour chaque otage. Je pense que c'était un prix étonnamment bas ».

Ghazi Hamad, le responsable du Hamas qui a travaillé avec Sinwar, a insisté sur le fait que le Hamas n'avait pas l'intention de prendre des civils israéliens en otage. « Ce que nous avons prévu était juste à des fins militaires, juste pour détruire cette partie de l'armée israélienne qui contrôle la situation à Gaza et pour prendre des otages de l'armée - des soldats - afin de faire une sorte d'échange », a-t-il déclaré. « Je ne nie pas que certaines personnes ont commis des erreurs, mais je parle de la décision du Hamas, de la politique du Hamas ».

M. Baskin m'a dit qu'il était immédiatement clair que le Hamas ne s'était pas préparé à détenir autant de civils et qu'il avait été pris au dépourvu lorsque d'autres groupes et individus palestiniens qui ont afflué en Israël ce jour-là ont pris un grand nombre d'otages, y compris des personnes âgées et des enfants. « Ils ont fini par simplement ramener les gens à Gaza sans penser à la logistique, au prix qu'ils voulaient pour eux », a déclaré M. Baskin. « Dès le quatrième jour de la guerre, j'ai parlé au Hamas d'un accord pour les femmes, les enfants, les personnes âgées et les blessés, que je considérais comme le fruit le plus facile à cueillir, car le Hamas n'aurait pas été en mesure de s'occuper d'eux. Ils voulaient s'en débarrasser ».

Israël a utilisé les otages civils comme principale justification de la poursuite du siège. M. Hamad a confirmé que les négociations avaient commencé presque immédiatement après les attentats du 7 octobre. Il m'a dit que « dès la première semaine, nous avons parlé à certaines personnes, à certains médiateurs, que nous voulions rendre les civils, mais Israël a refusé ».

M. Hamad a ajouté que le Hamas avait informé les médiateurs internationaux en novembre dernier qu'il s'efforçait de retrouver d'autres otages civils pris par d'autres groupes ou individus afin de pouvoir les restituer à Israël. « Nous leur avons demandé de nous donner le temps de rechercher ces personnes », a déclaré M. Hamad. « Mais Israël ne nous a pas écoutés et a continué à tuer des gens.

Selon les négociateurs du Hamas, l'un des principaux points de désaccord dans les négociations actuelles est le refus persistant d'Israël de libérer les Palestiniens qu'il qualifie de terroristes ayant « du sang juif sur les mains ».

Le Hamas a insisté sur le fait que si Israël veut que ses soldats reviennent, il doit libérer les combattants de la résistance palestinienne, y compris ceux qui ont été condamnés pour avoir assassiné des Israéliens. Lors des négociations, Israël a insisté pour conserver son droit de veto sur la liste des prisonniers palestiniens que le Hamas souhaite voir libérés dans le cadre d'un accord.

Les négociateurs du Hamas m'ont dit que le fait que leurs forces aient réussi à maintenir une insurrection armée de neuf mois contre Israël à Gaza, bien qu'elles soient dépassées et soumises à des attaques à grande échelle avec des armes puissantes fournies par les USA, a envoyé aux négociateurs le message que le Hamas a ses propres lignes rouges. « Neuf mois se sont écoulés et notre résistance n'a pas été épuisée, elle ne s'est pas relâchée, elle ne s'est pas calmée », a déclaré le porte-parole des Brigades Ezzedine Al Qassam, connu sous le nom de guerre d'Abou Obeida, dans un message audio diffusé le 7 juillet. « Nous continuons à nous battre à Gaza sans soutien ni approvisionnement extérieur en armes et en matériel, et notre peuple persévère sans nourriture, sans eau ni médicaments, dans le cadre d'une guerre génocidaire criminelle et injuste ».

Le week-end dernier, Netanyahu a publié une liste de ce qu'il a appelé les « éléments non négociables » de tout accord avec le Hamas. Il s'agit notamment d'empêcher la contrebande d'armes depuis l'Égypte, de restituer un nombre maximum de captifs israéliens vivants détenus à Gaza et d'empêcher les combattants du Hamas de retourner dans le nord de la bande de Gaza. L'aspect le plus controversé de la liste de Netanyahu est son insistance sur le fait qu'Israël se réserve le droit de reprendre sa guerre à grande échelle à Gaza, une clause que le Hamas a toujours rejetée.

M. Hamad pense que les médiateurs, y compris ceux des USA, sont conscients que Netanyahu considère que la poursuite de la guerre est liée à sa propre survie politique. Alors qu'un accord préliminaire pourrait être conclu pour un nouvel échange de captifs, Netanyahu a réitéré son vœu de détruire militairement le Hamas. « Il veut prouver qu'il [poursuit la guerre] afin d'atteindre ses grands objectifs ou ce que l'on appelle la "victoire totale" à Gaza. Mais je pense qu'il n'a pas réussi à convaincre la communauté israélienne, les partis israéliens et ses partenaires de la coalition", dit M. Hamad. « Chaque jour où il perd des soldats et des chars, quelle est la grande réussite de Netanyahu ? Il tue des civils. Je pense donc que les négociations sont bloquées sur ce point, qu'il n'y a pas de sérieux, ni de volonté ferme du côté israélien de parvenir à un accord avec le Hamas ».

« Si l'on examine le texte des deux côtés, il est facile de combler les lacunes. Israël travaille très dur pour ne pas parvenir à un accord, car je pense que cet accord démantèlera la coalition en Israël. Je pense que ce sera la fin de la carrière politique de Netanyahu ».



Un chauffeur de tuktuk se précipite pour transporter des blessés après un bombardement israélien dans le camp de réfugiés d'al-Bureij, dans le centre de la bande de Gaza, le 8 juillet 2024. Photo : Eyad Baba/AFP via Getty.

Un statu quo insoutenable

Les attaques du 7 octobre sont souvent présentées par les dirigeants usaméricains comme ayant eu lieu dans un vide historique - une réalité alternative où le Hamas, sans provocation, a anéanti la paix. Mais pour la population de Gaza, il n'y a pas eu de véritable paix. Pendant 76 ans, seule une parcelle de liberté a existé et, pendant la majeure partie des deux dernières décennies, elle s'est limitée à l'imagination d'un peuple confiné dans une prison à ciel ouvert entourée par les bases militaires de l'occupation et parsemée de communautés fermées abritant des Israéliens qui profitent de la vie dans un cadre bucolique.

Dans les années qui ont précédé les attaques du 7 octobre, sous les présidents Trump et Biden, le Hamas a vu Israël s'enhardir au fur et à mesure que les perspectives de libération palestinienne s'éloignaient dans les notes de bas de page des initiatives menées par Washington visant à normaliser les relations entre Israël et les pays arabes comme l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis. La position de Netanyahu était la suivante : « Nous ne devons pas donner aux

Palestiniens un droit de veto sur les nouveaux traités de paix avec les États arabes ».

Deux semaines seulement avant les attentats du 7 octobre, le dirigeant israélien a prononcé un discours devant l'assemblée générale des Nations unies à New York, brandissant une carte de ce qu'il promettait être le "nouveau Moyen-Orient". Cette carte représentait un État d'Israël s'étendant sans interruption du Jourdain à la mer Méditerranée. Gaza et la Cisjordanie, en tant que terres palestiniennes, étaient effacées.

Dans de ce discours, Netanyahu a présenté la normalisation complète des relations avec l'Arabie saoudite comme le pivot de sa vision de cette "nouvelle" réalité, qui ouvrirait la porte à un « corridor visionnaire qui s'étendra à travers la péninsule arabique et Israël. Il reliera l'Inde à l'Europe par des liaisons maritimes et ferroviaires, des pipelines énergétiques et des câbles à fibres optiques.

Le Hamas a suivi ces développements avec attention et a considéré comme une menace existentielle les mesures prises par les USA pour contourner une résolution palestinienne dans le cadre de leur campagne de normalisation. « Si l'Arabie saoudite a signé, cela signifie que toute la région, en ce qui concerne la question palestinienne, s'effondrera. Ce n'est pas un plan. Ce n'est pas un processus de paix. Il s'agit d'une intégration d'Israël dans le nouveau Moyen-Orient. Ils ont commencé à parler de l'OTAN au Moyen-Orient », a déclaré M. Naim. « C'est un coup d'État contre l'héritage, l'histoire, les valeurs de cette région et contre l'avenir, tout cela ensemble ».

Selon Abulhawa, « le statu quo était insoutenable et intenable, en particulier lorsque les dirigeants arabes ont commencé à normaliser et qu'il était écrit sur le mur que nous allions disparaître et être totalement détruits" »

Si la vision de Netanyahu d'une nouvelle route de la soie à travers un Moyen-Orient sans la Palestine est certainement préoccupante, M. Rabbani doute que le Hamas ait cru pouvoir faire dérailler les accords d'Abraham. L'impact souhaité, selon lui, était probablement d'envoyer un message au public arabe sur la complicité de leurs dirigeants dans l'écrasement des aspirations palestiniennes alors qu'ils établissaient des accords avec Israël. « Si l'on examine l'histoire des accords de

normalisation israélo-arabes, le sang palestinien ne les a jamais compromis », constate M. Rabbani. « Lorsque les Palestiniens observent la région, ils se sentent véritablement abandonnés par leurs propres dirigeants, par ceux qu'ils considèrent comme leurs alliés naturels et leurs champions naturels, par la communauté internationale dans son ensemble ».

Les pays arabes doivent « jouer cette sorte de jeu d'équilibriste entre ne pas contrarier leur population intérieure et se montrer juste assez critique à l'égard du régime israélien » analyse Mme Hawari, analyste politique à Al-Shabaka, ajoutant qu'elle n'attendait pas de ces régimes despotiques qu'ils défendent les Palestiniens. « Je pense que les Saoudiens exigeront certaines conditions, non pas parce qu'ils croient fermement à la souveraineté palestinienne, mais parce qu'ils savent que la Palestine est toujours une cause populaire en Arabie saoudite ».

Mme Abulhawa a dit qu'elle comprenait la valeur de la quête visant à comprendre pleinement les motivations et les objectifs spécifiques des opérations du Hamas le 7 octobre, mais qu'il était essentiel de considérer ces opérations comme une conséquence logique de l'histoire. « Pendant des décennies, les Palestiniens ont tenté par tous les moyens de se débarrasser de cette oppression, de ce colonisateur violent et implacable. Cela devait donc arriver tôt ou tard. Il était inévitable que quelque chose se produise, en particulier à Gaza », a-t-elle ajouté.

« Si l'on remonte aux années 1940, après la Nakba, il y a eu une dizaine d'années pendant lesquelles les Palestiniens n'ont fait que plaider auprès des organismes internationaux, allant d'un endroit à l'autre, essayant de négocier pour obtenir justice, essayant de rentrer chez eux, essayant de trouver un moyen. Et il n'y avait aucun mouvement. Nous n'avions aucune importance. Personne ne nous reconnaissait. Ce n'est que lorsque les Palestiniens ont eu recours à la résistance armée que le monde a fini par admettre qu'il s'agissait d'une population indigène qui existait bel et bien. Ce n'est que lorsque nous avons commencé à détourner des avions et à recourir à la guérilla dans l'esprit des mouvements de guérilla de gauche de l'époque qu'il y a eu un mouvement vers la libération ».

C'est cette résistance armée qui a créé l'espace nécessaire aux négociations de paix entre Yasser Arafat, de l'Organisation de libération de la Palestine, et le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, que de

nombreux dirigeants occidentaux ont salué comme une percée. Les accords d'Oslo signés en 1993 et 1995, sous l'égide de l'administration Clinton, ont été contestés non seulement par le Hamas, le Jihad islamique et d'autres factions de la résistance armée, mais aussi par d'éminents intellectuels. « Appelons l'accord par son vrai nom : un instrument de capitulation palestinienne, un Versailles palestinien », écrivait Edward Saïd dans un [essai prémonitoire](#) publié en 1993 dans la *London Review of Books*. « Il semblerait donc que l'OLP ait mis fin à l'Intifada, qui incarnait non pas le terrorisme ou la violence, mais le droit des Palestiniens à résister, même si Israël continue d'occuper la Cisjordanie et la bande de Gaza ».

Ces accords ont conduit à la création de l'Autorité palestinienne et au concept d'autonomie palestinienne limitée, intégré dans la toile du régime d'apartheid israélien qui a mis en œuvre le statu quo d'avant le 7 octobre.

Au lendemain d'Oslo, le Hamas et le Jihad islamique palestinien se sont engagés dans des campagnes périodiques de lutte armée contre Israël, notamment par le biais d'attentats-suicides et d'attaques contre des civils.

Ces campagnes ont culminé avec le lancement de la deuxième Intifada en septembre 2000, qui a duré plus de quatre ans. Les Brigades des martyrs d'Al Aqsa, un réseau de forces paramilitaires alignées sur le mouvement Fatah d'Arafat, se sont jointes au soulèvement armé. Au cours des deux décennies qui ont suivi l'Intifada, la résistance armée a surtout consisté en des tirs de roquettes intermittents lancés par le Hamas et le Jihad islamique depuis Gaza et en des attaques occasionnelles à petite échelle contre des Israéliens. L'ère post-intifada, marquée par une confrontation armée largement symbolique avec Israël, s'est déroulée au milieu d'un désert politique où l'Autorité palestinienne, Israël et la communauté internationale au sens large, sous la houlette des USA, ont présidé au déclin du rêve de l'autodétermination palestinienne. Selon Naim, « après Oslo, on peut parler d'un parcours politique désastreux. Après 30 ans, la Cisjordanie est annexée. Jérusalem est en grande partie judaïsée. Al Aqsa est presque totalement contrôlée. Gaza est totalement séparée, isolée et assiégée depuis 17 ans, un siècle étouffant ».

Israël est passé maître dans l'exploitation du spectre de la résistance armée palestinienne pour justifier ses propres guerres de conquête et d'anéantissement. Et il l'a fait avec le soutien des USA et le refus des administrations successives d'appliquer le droit international à Israël ou de respecter les résolutions de l'ONU.

« Le problème que l'Occident rencontre avec la résistance palestinienne n'est pas le terrorisme. Ce n'est pas le fait de prendre des civils pour cible. Ce n'est pas la résistance armée. C'est la résistance tout court », dit Rabbani. « Qu'il s'agisse de massacrer des civils, de frapper avec succès des cibles militaires, de mobiliser la population ou de mener des campagnes de boycott, il n'y a pas une seule forme de résistance palestinienne que l'Occident soit prêt à accepter ».

Les attentats du 7 octobre et la guérilla qui s'en est suivie à Gaza contre l'armée israélienne ont incontestablement renforcé la position politique du Hamas auprès de nombreux Palestiniens. Toutefois, ce soutien ne se traduira pas nécessairement par une victoire politique et électorale à terme. « Alors qu'ils sont clairement dans une position plus forte politiquement que l'AP, qui est considérée comme un sous-traitant de l'occupation et comme épuisée, corrompue et ainsi de suite par la plupart des Palestiniens, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de critiques que beaucoup de gens ne sont pas prêts à exprimer en ce moment parce qu'ils tiennent tête aux Israéliens », d'après Khalidi. « Leur résistance, le fait qu'ils continuent à se battre contre les Israéliens, d'une part, reconforte beaucoup de Palestiniens, en particulier ceux qui vivent loin de Gaza. D'un autre côté, ce qui est arrivé à la population de Gaza ne réjouit pas beaucoup de Palestiniens, en particulier ceux qui vivent à Gaza.

M. Rabbani reconnaît qu'il est impossible de prévoir comment les habitants de Gaza jugeront en fin de compte la responsabilité du Hamas dans la dévastation apocalyptique qu'ils ont subie. « Je pense qu'il y aura également de nombreux Palestiniens qui diront : "D'accord, la bande de Gaza a été réduite à des décombres. Vous avez laissé la population de la bande de Gaza sans défense et sujette à un génocide. Et oui, c'est Israël qui l'a fait. Israël est responsable. Mais c'est aussi de votre faute ». Dans le même temps, M. Rabbani estime que les attaques du 7 octobre représentent un chapitre historique dans la cause de la libération palestinienne et les compare à d'autres moments cruciaux des luttes anticoloniales en Afrique du Sud et au Viêt Nam, qui se sont

soldées par un nombre important de morts parmi les civils. « On ne peut nier les conséquences catastrophiques de ces événements. Mais j'ai le sentiment que les changements à long terme - bien sûr sans essayer en aucune façon de minimiser les dommages extrêmement insupportables qui ont été infligés à tout un peuple - seront finalement considérés comme un tournant critique semblable à Sharpeville, Soweto, Dien Bien Phu ».

Mme Abulhawa a déclaré qu'au cours de ses voyages à Gaza, elle s'est entretenue avec des personnes sur la manière dont elles considéraient le Hamas et a rencontré ce qu'elle a décrit comme des perspectives complexes, nuancées et parfois contradictoires. « Le traumatisme est profond. Les gens vous diront deux choses contradictoires dans le même souffle. D'une part, ils sont en colère. Parfois, certains accusent le Hamas, mais tout le monde sait qui les bombarde. Tout le monde ».



Gens libres du monde, par Mohamed Afefa

2

“La résistance se poursuivra”, promet le Hamas dans le cadre des pourparlers sur un cessez-le-feu à Gaza

Le Hamas et Israël peuvent conclure un accord limité sur Gaza, mais la guerre pour l'avenir de la Palestine va s'intensifier.

Jeremy Scahill, Drop Site News, 12/7/2024

Le Hamas et Israël semblent plus proches d'un accord de cessez-le-feu à Gaza qu'ils ne l'ont jamais été depuis la brève trêve de novembre dernier.

Le directeur de la CIA, William Burns, et l'envoyé de la Maison Blanche, Brett McGurk, se sont rendus au Moyen-Orient cette semaine pour négocier avec des délégations israéliennes dirigées par David Barnea, chef du Mossad, et Ronen Bar, chef du Shin Bet, ainsi qu'avec le chef des services de renseignement égyptiens et le premier ministre du Qatar. Les deux pays arabes maintiennent une communication directe avec les négociateurs du Hamas.

Ces dernières semaines, le Hamas s'est montré disposé à faire des compromis sur des questions importantes. Les responsables du Hamas, y compris ceux de son équipe de négociation, ont déclaré qu'ils acceptaient généralement les principes d'un plan de paix par étapes approuvé par la Maison Blanche. « Nous sommes prêts à des négociations qui aboutissent à une cessation de l'agression et à un retrait complet [*de l'armée israélienne*] de la bande de Gaza », a déclaré Khalil Al-Hayya, négociateur principal et adjoint du chef du Hamas, Yahya Sinwar. « Nous sommes prêts à de véritables négociations si [le premier ministre israélien Benjamin] Netanyahu adhère aux principes énoncés par le président [Joe] Biden ».

Le Hamas envisage une approche qui n'exigerait pas immédiatement un engagement en faveur d'un cessez-le-feu permanent et d'un retrait complet des forces israéliennes de Gaza comme condition préalable à l'ouverture de négociations par étapes. Il s'agirait d'une concession importante de la part du Hamas, qui insiste depuis longtemps sur le fait

que tout accord doit comporter des mesures précises mettant fin à la guerre d'Israël. Les représentants du Hamas ont déclaré qu'ils envisageraient plutôt d'entrer dans une phase initiale de six semaines qui inclurait un cessez-le-feu conditionnel et un échange de civils et de femmes soldats israéliens détenus à Gaza en échange de la libération de centaines de Palestiniens. Cette phase permettrait également l'entrée à Gaza de l'aide dont la population a désespérément besoin et prévoirait le retrait des forces israéliennes de plusieurs zones de la bande de Gaza ainsi qu'une plus grande liberté de mouvement [pour les Gazaouis].

Certains responsables du Hamas ont cherché à minimiser ce changement, soulignant que l'objectif ultime du Hamas reste un cessez-le-feu permanent et le retrait complet de toutes les forces israéliennes de la bande de Gaza. Ils soulignent que ces discussions avec les médiateurs portent sur un cadre préliminaire qui régirait les négociations.

Netanyahou a clairement indiqué qu'il ne voulait pas d'un accord durable avec le Hamas et a jeté de l'huile sur le feu à plusieurs reprises en réitérant sa promesse de parvenir à une "victoire totale" à Gaza. « Certains se demandent combien de temps la campagne va durer », a déclaré Netanyahou dans un discours prononcé jeudi 11 juillet. « Je dirai deux mots : jusqu'à la victoire. Jusqu'à la victoire, même si cela prend du temps ». Dimanche 14, le dirigeant israélien a déclaré que tout accord avec le Hamas devait « permettre à Israël de reprendre le combat jusqu'à ce que ses objectifs de guerre soient atteints ».

Le lendemain, le chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, a déclaré que « Netanyahou et son armée seront entièrement responsables » si aucun accord n'est conclu. « Alors que le Hamas fait preuve de flexibilité et de positivité pour faciliter la conclusion d'un accord visant à mettre fin à l'agression sioniste, Netanyahou multiplie les obstacles aux négociations, intensifie son agression et ses crimes contre notre peuple, et multiplie ses tentatives de déplacement forcé afin de contrecarrer tous les efforts déployés pour parvenir à un accord », a déclaré le Hamas dans un communiqué publié lundi 15 juillet.

Un conseiller principal de l'équipe de négociation du Hamas a déclaré que le Hamas avait discuté avec les médiateurs d'une modification de sa position sur le cadre du cessez-le-feu afin de « fournir une base aux médiateurs pour poursuivre les négociations ». En contrepartie, le

Hamis souhaite que les garants internationaux - les USA, l'Égypte et le Qatar - obtiennent un engagement clair de la part d'Israël à préserver le cessez-le-feu lorsque les négociations passeront à la deuxième étape. Les négociateurs du Hamas chercheraient à obtenir un cessez-le-feu permanent. Israël maintient qu'il veut se réserver le droit de sortir de tout accord après la première étape, au cours de laquelle il souhaite le retour d'un nombre "maximum" des 116 Israéliens qui seraient détenus à Gaza, et de reprendre son assaut militaire.

Cette deuxième phase de l'accord serait la plus délicate pour Israël, car elle prévoit également un retrait complet des forces terrestres israéliennes de Gaza. Elle présenterait également des risques pour le Hamas, car ses atouts les plus précieux - les Israéliens encore captifs à Gaza, dont les soldats - pourraient tous être restitués à Israël en échange de prisonniers que le Hamas considère comme de grande valeur. Le Hamas a toutefois souligné que le cadre n'était pas l'accord final et que beaucoup de choses pouvaient changer une fois que les négociations détaillées commenceraient.

Accentuant les enjeux régionaux, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a déclaré dans un discours télévisé cette semaine : « Le Hamas négocie en son nom propre et au nom de tout l'axe de la résistance, et ce que le Hamas accepte, nous l'acceptons ».

Le calcul stratégique du Hamas, à ce stade, est qu'une pause dans la guerre d'Israël combinée avec un échange de quelques captifs et un afflux d'aide humanitaire pourrait permettre à un accord plus solide de prendre forme - en particulier si la pression sur Netanyahu s'intensifie de la part des USA et de l'Union européenne. Je pense qu'Israël a essayé d'échapper à ce problème pendant longtemps. Ils veulent garder Gaza ouverte pour leurs opérations militaires, comme en Cisjordanie », m'a dit un négociateur du Hamas. « C'est ça le problème ».

Avenirs politiques

Alors que les médiateurs du Qatar et de l'Égypte s'attachent à résoudre les divisions profondes sur des questions concrètes, un nuage politique plane sur l'ensemble du processus. Pas à Gaza, mais à Washington et à Tel Aviv. L'avenir politique de Biden et de Netanyahu est lié à tout

accord visant à interrompre ou à mettre fin à la guerre de la terre brûlée menée par Israël contre les Palestiniens de Gaza. L'avenir de Netanyahu - et sa vision idéalisée de son héritage historique - dépend d'une poursuite de la guerre, et celui de Biden de son arrêt.

Depuis neuf mois, la campagne de réélection de Joe Biden a vu le soutien à sa candidature s'effondrer, y compris parmi les jeunes USAméricains qui ont formé le noyau des soulèvements sur les campus contre la guerre de Gaza. L'administration a eu une série d'interactions controversées avec les dirigeants arabo-usaméricains et d'importantes manifestations contre la guerre sont prévues lors de la convention nationale du parti démocrate le mois prochain [19-22 août]. La campagne peut espérer que Biden récupère un certain soutien s'il est perçu comme mettant fin à la guerre génocidaire d'Israël, mais le fait qu'il ait facilité cette guerre, combiné aux questions de plus en plus nombreuses sur son acuité mentale, restera un problème redoutable. « Regardez les chiffres [des sondages] en Israël. Je veux dire que mes chiffres sont meilleurs en Israël qu'ici », a plaisanté le président Biden lors d'une rare conférence de presse jeudi.

Avant les attentats du 7 octobre, l'emprise de Netanyahu sur le pouvoir était en déclin, car il était confronté à de nombreux scandales et à des batailles juridiques qui laissaient entrevoir la perspective non seulement d'une défaite politique, mais aussi d'une éventuelle condamnation à une peine d'emprisonnement. La mesure dans laquelle le Hamas a pu pénétrer sur le territoire israélien lors de l'opération Toufan Al Aqsa - en s'emparant de nombreuses installations militaires et de kibboutzim - reste une question incendiaire en Israël. Il en va de même pour l'incapacité de Netanyahu à obtenir le retour de l'écrasante majorité des otages détenus à Gaza en raison de son insistance à donner la priorité à l'anéantissement de la bande de Gaza plutôt qu'à la diplomatie.

Mais les motivations de Netanyahu pour poursuivre la guerre vont au-delà de la politique électorale. Sa vocation politique est centrée sur un thème principal : empêcher la création d'un État palestinien unifié et imposer une domination impitoyable sur le peuple palestinien qui refuse de se soumettre à l'apartheid. Netanyahu a besoin que la guerre se poursuive non seulement pour sauver sa carrière politique, mais aussi parce qu'il pense qu'il va gagner.

Les représentants du Hamas m'ont dit qu'ils ne se faisaient pas d'illusions sur le fait que Biden hésitait à soutenir la position générale d'Israël à l'égard des Palestiniens en général et du Hamas en particulier. Ils attribuent plutôt la pression diplomatique en faveur d'un accord à la politique et aux objectifs plus larges des USA au Moyen-Orient. « Les USA veulent que Gaza se calme parce qu'ils savent que ce qui s'y passe est lié au Sud-Liban, à la mer Rouge et à d'autres régions. Ils veulent donc que le Moyen-Orient soit calme afin de préparer la normalisation avec l'Arabie saoudite et les élections aux USA », a ajouté le négociateur. « Jusqu'à présent, ils n'ont pas fait pression sur Israël pour qu'il arrête la guerre à Gaza ».

Le conseiller principal du Hamas a estimé que le fait que Biden soit confronté à une campagne de réélection difficile pourrait entraver la capacité des USA à influencer Netanyahu.

Soutenir un cessez-le-feu temporaire dans l'espoir qu'il ouvre la voie à un accord global présente des risques pour Biden. Netanyahu pourrait reprendre la guerre à tout moment et s'est empressé d'écarter toute critique, même la plus légère, de la part de l'administration US. Si la stratégie de Netanyahu consiste à mener des négociations en plusieurs phases avec le Hamas jusqu'aux élections usaméricaines de novembre, dans l'espoir que Donald Trump batte Biden, alors tout accord temporaire conclu par Israël avec le Hamas ne serait qu'un tigre de papier.

Il ne fait guère de doute que Biden aurait pu mettre fin à la guerre il y a longtemps en l'exigeant publiquement et en privé et en utilisant toute la puissance de la Maison Blanche pour y parvenir. Non seulement il a refusé de le faire, mais il a continué à faire des déclarations à l'emporte-pièce sur la nature inébranlable du soutien des USA à Israël.

La seule autre mesure plausible que Biden pourrait prendre pour arrêter la guerre - et éventuellement en tirer des avantages électoraux - consisterait à interrompre le soutien militaire et le réapprovisionnement en armes d'Israël dans une optique stratégique si Netanyahu insiste pour aller de l'avant. Netanyahu chercherait sans aucun doute à exploiter une telle mesure pour soutenir la candidature de Trump ; il a déjà exagéré à plusieurs reprises l'impact du retard symbolique de la Maison Blanche dans la livraison d'un petit nombre de bombes de 2 000 et 500 livres à Israël. Biden n'a donné aucune

indication qu'il envisagerait une telle mesure et, cette semaine, les USA ont repris les livraisons d'obus de 500 livres. Les décisions de l'administration ont conduit Biden à faciliter la poursuite d'une guerre à laquelle il prétend vouloir mettre fin.

« Les USA ont l'air extrêmement faibles. C'est la queue qui remue le chien », dit Rashid Khalidi, auteur de *The Hundred Years' War on Palestine* (La guerre de cent ans en Palestine). « Netanyahu dirige la politique usaméricaine. Netanyahu décide, et Biden suit comme un chiot. C'est ainsi que les choses se présentent pour une grande partie du monde ».



Benjamin Netanyahu serre Joe Biden dans ses bras à son arrivée à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv, le 18 octobre 2023. Photo : Brendan Smialowski/AFP via Getty

« Il n'y a pas d'avenir sans le Hamas »

Le Hamas ne considère pas la guerre actuelle à Gaza comme un événement de neuf ou dix mois qui se terminera, même avec un cessez-le-feu "permanent". Le 7 octobre a été, selon le Hamas, une bataille historique dans une lutte de libération de 76 ans contre l'occupation et l'apartheid israéliens. L'objectif principal de l'opération Toufan Al Aqsa était de briser le statu quo, non seulement sur Gaza, mais aussi sur l'approche israélienne et occidentale de l'autodétermination palestinienne et de la création d'un État indépendant. Le Hamas a clairement indiqué qu'il n'accepterait pas la défaite dans une guerre génocidaire et qu'il ne se retirerait pas dans les poubelles de l'histoire.

Si l'objectif immédiat est de parvenir à un accord sur un cadre permettant de suspendre ou de mettre fin aux attaques militaires d'Israël et d'échanger des captifs, des questions existentielles concernant l'avenir politique du Hamas surgiront rapidement des décombres et de la dévastation de Gaza. La question centrale est la suivante : quel serait l'impact d'une résolution politique de cette crise aiguë sur l'avenir du Hamas et de la lutte pour la libération de la Palestine ?

Ghazi Hamad, membre du comité de négociation du Hamas, a déclaré qu'à moins que le gouvernement américain ne prenne la tête d'un changement radical de la position occidentale à l'égard de la Palestine, les neuf derniers mois serviront de prélude à une reconfiguration de la politique qui embrassera plus ouvertement la lutte armée. « La résistance se poursuivra, ne s'arrêtera pas à Gaza, en Cisjordanie ou partout ailleurs jusqu'à ce que nous mettions fin à l'occupation, car nous ne voulons pas vivre éternellement comme des esclaves sous occupation », m'a-t-il dit. « Si Joe Biden est intelligent et qu'il comprend très bien la situation, il doit réfléchir profondément à la manière de mettre fin à l'occupation.

Les USA et l'Union européenne ont déclaré qu'ils s'opposaient à ce que le Hamas joue un rôle dans la gestion de la bande de Gaza. « Nous avons toujours dit que le Hamas ne devait être ni un organe politique ni un organe de gouvernement », a déclaré Jack Lew, ambassadeur des USA en Israël, en mai, faisant écho aux commentaires de Biden et d'autres hauts responsables de l'administration. Biden a déclaré publiquement qu'il souhaitait l'élimination totale du Hamas.

Depuis des mois, la Maison Blanche s'efforce de mettre au point un plan pour la "Gaza d'après-guerre". Selon un document secret du département d'État obtenu par [Politico](#), l'administration envisage de nommer un conseiller américain pour aider à coordonner une force de sécurité composée de Palestiniens et de personnel de plusieurs pays arabes, dont l'Égypte, le Maroc et les Émirats arabes unis. Selon le rapport, le conseiller ne serait pas sur le terrain à Gaza.

« Nous devons réfléchir à ce qui se passera après Gaza, une fois que tout cela sera terminé. Qui va occuper la bande de Gaza ? » a déclaré Biden dans une [interview accordée à CNN](#) en mai. « Je travaille avec les États arabes. Je ne les citerai pas car je ne veux pas les mettre en difficulté,

mais cinq dirigeants de la communauté arabe sont prêts à aider à la reconstruction de Gaza, prêts à aider à la transition vers une solution à deux États ». Biden a ajouté que l'objectif serait de « maintenir la sécurité et la paix pendant qu'ils mettent en place une autorité palestinienne réelle et non corrompue ».

Netanyahou a publiquement rejeté la suggestion de Biden, émise au début de la guerre, selon laquelle « Gaza et la Cisjordanie devraient être réunies au sein d'une structure de gouvernance unique, sous l'égide d'une Autorité palestinienne revitalisée ». Netanyahou a insisté pour qu'Israël conserve la capacité de dominer et de contrôler Gaza sur tout le spectre.

La Dre. Yara Hawari, codirectrice du groupe de réflexion palestinien Al-Shabaka, estime que le rejet de l'Autorité palestinienne par Netanyahou relève en partie d'une posture politique. Selon elle, l'AP a servi les intérêts d'Israël en agissant comme une force de répression politique et comme un substitut commode à un gouvernement palestinien indépendant bénéficiant du soutien de la population palestinienne. « Personne ne souhaite la disparition de l'Autorité palestinienne, à part les Palestiniens », a-t-elle déclaré. « Les Européens, la communauté des donateurs, les Israéliens, les USAméricains, tous ont intérêt à ce que l'AP demeure et reste forte ». Il est également plausible qu'une partie de l'opposition de Netanyahou à tout rôle de l'AP à Gaza soit liée à sa stratégie plus large de diviser pour régner, qui obligerait à créer une autre entité pour s'occuper de Gaza et à dissiper davantage la cohésion politique palestinienne.

« Nous rejetons totalement tout discours sur le lendemain de l'agression », a déclaré Ahmed Abdel Hadi, porte-parole du Hamas. « La gestion de la bande de Gaza après la défaite de cette agression fasciste est une question purement palestinienne ».

Le Hamas ne veut pas que l'actuelle variante de l'AP se voie confier le contrôle de Gaza. Mouin Rabbani, un ancien fonctionnaire des Nations unies qui a travaillé comme conseiller spécial sur Israël-Palestine pour l'International Crisis Group, a déclaré qu'en plus de la longue histoire de répression politique de l'AP contre les Palestiniens et de la perception qu'elle est effectivement un agent de l'occupation israélienne, Mahmoud Abbas et d'autres dirigeants de l'AP sont restés largement silencieux face

au génocide d'Israël à Gaza. « L'Autorité palestinienne a été réduite à un rôle de spectateur impuissant », m'a-t-il dit. « Nous avons probablement vu plus de déclarations sur ce qui se passe à Gaza en provenance de Johannesburg, de Londres, probablement même de Prague, que de Ramallah », le siège de l'Autorité palestinienne.

Le contraste entre le Hamas et l'Autorité palestinienne ne pourrait être plus frappant. Dès sa création, le Hamas a cherché à se positionner comme une alternative plus militante au Fatah et à l'Organisation de libération de la Palestine, dont le Hamas considère qu'elle a abandonné son programme révolutionnaire après avoir officiellement pivoté, en 1988, vers le soutien à une solution à deux États. Alors que Yasser Arafat a commencé à négocier avec les Israéliens et a concédé la perte de larges pans de la Palestine historique, le Hamas a ouvertement déclaré que son objectif était la libération de toutes les terres palestiniennes par la lutte armée.

Au cours des décennies suivantes, alors que l'Autorité palestinienne présidait ce que beaucoup considéraient comme un bantoustan palestinien, la popularité du Hamas a augmenté, culminant avec sa victoire électorale historique de 2006 dans les territoires palestiniens occupés, et pas seulement à Gaza. En 2007, il a violemment chassé le Fatah de Gaza et consolidé son contrôle officiel de la bande. Le Fatah a fait son propre coup d'État en prenant le contrôle politique de la Cisjordanie et en récupérant l'Autorité palestinienne. La victoire du Hamas a été dénoncée par les USA et d'autres puissances occidentales, et Israël a imposé un blocus meurtrier et a commencé, selon son expression, à "tondre la pelouse", c'est-à-dire à garder le contrôle sur les habitants de Gaza par des frappes aériennes et des campagnes de bombardement périodiques.

La stature du Hamas a été rehaussée non seulement par ses attaques périodiques à la roquette contre Israël, mais aussi par sa capacité à obtenir la liberté pour les Palestiniens emprisonnés par Israël grâce à ses enlèvements tactiques de soldats israéliens. En novembre dernier, le monde a vu le Hamas et le Jihad islamique palestinien, un mouvement de résistance armée créé en 1981, présider à la libération de centaines de Palestiniens, dont beaucoup avaient été emprisonnés alors qu'ils étaient enfants, en échange de captifs israéliens capturés le 7 octobre. Outre les captifs civils, le Hamas continue de détenir un nombre important de soldats israéliens à Gaza et le groupe pense pouvoir les

utiliser pour libérer non seulement d'autres civils palestiniens, mais aussi des membres du Hamas et d'autres factions armées.

Alors que le Hamas gagne en popularité, notamment en Cisjordanie, Abbas et l'Autorité palestinienne connaissent une chute spectaculaire de leur soutien. Selon un [sondage indépendant](#) publié le 10 juillet, 94 % des Palestiniens de Cisjordanie et 83 % de ceux de Gaza pensent qu'Abbas devrait démissionner. Le sondage, réalisé par le Palestinian Center for Policy and Survey Research, a révélé que près des deux tiers des Palestiniens des territoires occupés souhaitent la dissolution de l'Autorité palestinienne. Selon Hawari, « L'Autorité palestinienne a pris sur elle pendant cette période de continuer à arrêter, à menacer, à s'assurer que le statu quo en Cisjordanie, ou au moins à Ramallah, reste le même. Personne n'a jamais rien de bon à dire sur l'AP, à l'exception des sbires loyalistes de l'AP qui sont payés, qui sont salariés ».

Le soutien des Palestiniens au Hamas et à son chef Yahya Sinwar à Gaza, selon le récent sondage, “reste très élevé” et a augmenté au cours des trois derniers mois. Parallèlement, alors que les deux tiers des Palestiniens interrogés dans les territoires occupés pensent que le Hamas “gagnera la guerre”, seuls 48 % des habitants de Gaza sont de cet avis.

Le Hamas a insisté sur le fait que la guerre ne pouvait pas détruire son mouvement et qu'il continuerait à faire partie de l'échiquier des factions palestiniennes qui gouvernent les territoires assiégés et occupés. Sinwar a [averti](#) en 2018 : « Ce qui compte, c'est que vous réalisiez enfin que le Hamas est là. Qu'il existe. Qu'il n'y a pas d'avenir sans le Hamas, qu'il n'y a pas d'accord possible quel qu'il soit, parce que nous faisons partie intégrante de cette société, même si nous perdons les prochaines élections. Mais nous sommes un morceau de la Palestine. Plus encore, nous sommes un morceau de l'histoire de l'ensemble du monde arabe, qui comprend aussi bien des islamistes que des laïcs, des nationalistes et des gauchistes ».

Même certains hauts fonctionnaires israéliens ont indiqué qu'ils pensaient que l'élimination du Hamas par la force était un objectif irréalisable. « Le Hamas est une idée, le Hamas est un parti politique. Il est ancré dans le cœur des gens. Quiconque pense que nous pouvons éliminer le Hamas se trompe », a déclaré le porte-parole en chef de Tsahal, Daniel Hagari, en juin dernier. « Si nous n'apportons pas autre

chose à Gaza, en fin de compte, nous aurons le Hamas ». Mais Hagari n'est pas responsable de la politique israélienne et certains Israéliens influents pensent qu'ils peuvent en fait éradiquer les idées par la force génocidaire.

Quelle solution d'État ?

Basem Naim, membre éminent du bureau politique du Hamas et ancien ministre du gouvernement du Hamas, a déclaré que le groupe restait fermement attaché à la création d'un État palestinien unifié. « Pour être honnête avec vous, nous pensons que la Palestine, du fleuve à la mer, soit plus de 27 000 kilomètres carrés, est la propriété des Palestiniens. Aucun autre groupe de personnes n'a le droit de s'y trouver, à l'exception des Palestiniens, qu'ils soient musulmans, juifs ou chrétiens, qui s'y trouvaient avant 1948. Et nous nous battons pour que toute cette Palestine historique soit libérée de l'empire, du régime colonial d'apartheid », m'a-t-il dit. « Nous discuterons avec tous les Palestiniens qui vivent en Palestine, indépendamment de leur religion ou de leur appartenance ethnique, pour décider de l'avenir de cet État ».

Naim a toutefois déclaré que le Hamas respecterait la volonté démocratique du peuple palestinien sur la question d'un règlement à deux États. « Si nous avons un consensus palestinien, si la communauté internationale peut nous aider à avoir un État indépendant et souverain sur les frontières de 1967, avec Al Quds/Jérusalem comme capitale, en préservant le droit au retour, nous, au Hamas, nous ne bloquerons pas et nous ne saperons pas cette option ou cette chance. Nous aiderons les autres Palestiniens, nous ferons partie de cette solution », a-t-il déclaré. « Mais cela n'a rien à voir avec notre vision, qui est toujours de considérer l'ensemble de la Palestine comme une entité palestinienne, comme une propriété palestinienne. Mais si nous pouvons aujourd'hui avoir un État palestinien indépendant sur les frontières de 67, en préservant le droit au retour, oui, nous l'accepterons. Nous en ferons partie. Nous n'y ferons jamais obstacle ».

Quant au type de gouvernement que le Hamas souhaiterait voir dans une Palestine indépendante, « nous croyons en un État civil. Nous ne croyons pas en un État théocratique, un soi-disant État théocratique », a déclaré Naim. « Nous pensons que c'est le droit de chaque Palestinien, après avoir eu son État, de décider de l'identité et de la constitution de l'État ».

Rabbani a déclaré que la caractérisation par Naim de la position du Hamas - essentiellement, nous n'approuverons ni n'empêcherons une solution à deux États - est tactique et se reflète dans la charte révisée du Hamas publiée en 2017. C'était en fait assez intelligent parce qu'ils disaient en gros : « Nous sommes purs, d'accord ? Mais si les institutions nationales ou le peuple lui-même veulent se salir les mains en signant un accord de paix avec Israël, si le reste de la Palestine n'est pas aussi pur que nous, nous devons l'accepter. C'était leur manière indirecte d'approuver un accord à deux États », a-t-il déclaré. « Je pense que la question qu'il faut se poser, et il est peut-être prématuré d'y répondre, est de savoir dans quelle mesure les neuf derniers mois ont influencé ce point de vue ».

Naim a donné quelques indications sur la réponse à cette question en décrivant ce que le Hamas considère comme le piège politique dans lequel les Palestiniens s'engagent lorsqu'ils se déclarent ouverts à une résolution prévoyant deux États. « La question est de savoir ce que je dois reconnaître. Les frontières de l'État d'Israël sont-elles claires aujourd'hui ? Pouvez-vous me dire quelles sont les frontières de l'État d'Israël ? Dois-je reconnaître Israël comme l'État juif ? » a-t-il demandé. « Savez-vous que lorsque je reconnais Israël en tant qu'État juif, je porte atteinte à l'existence de deux millions de Palestiniens à l'intérieur d'Israël ? Car si je reconnais Israël comme un État juif et que je lui donne le droit de traiter ce groupe de personnes, les Juifs, comme une superclasse dans la société, cela signifie que je porte atteinte à l'existence et aux droits de mon propre peuple, 2 millions de Palestiniens à l'intérieur d'Israël ».

« Il est injuste de demander aux victimes qui sont acculées de reconnaître l'opresseur », a déclaré Naim, ajoutant que si les Palestiniens parvenaient à créer un État par le biais d'un règlement négocié, il faudrait que les USA et d'autres nations puissantes prennent des engagements clairement exécutoires pour contenir Israël. « Nous devrions demander des garanties que cet État [palestinien] sera protégé de l'autre partie parce qu'ils ont toutes les capacités et toutes les installations pour le réoccuper à nouveau. On ne peut pas comparer la bande de Gaza ou la Cisjordanie, avec ces moyens limités, quelques policiers munis de quelques pistolets ou kalachnikovs, à une superpuissance régionale. Et nous voyons exactement aujourd'hui

comment ils peuvent non seulement réoccuper la bande de Gaza, mais aussi la détruire et tuer tous ses habitants ».

Hamad, membre éminent du bureau politique du Hamas, a présenté des perspectives peu encourageantes pour une résolution négociée sur la création d'un État palestinien. « Je pense que la paix avec Israël est impossible. C'est impossible parce que je pense que ces gens-là ne veulent pas que les Palestiniens soient en Palestine. Ils veulent nous expulser à l'extérieur. Nous n'avons donc qu'une seule alternative : la résistance à l'occupation », a-t-il déclaré. « Ces gens-là se battent contre le vent. Ils perdent leur temps parce que les Palestiniens ne se laisseront pas faire. Ils devraient comprendre que vous avez tout utilisé contre les Palestiniens - l'armée, les assassinats, les meurtres, les colonies, la confiscation de leurs terres - ils ont tout fait contre les Palestiniens. Mais personne n'a hissé le drapeau blanc en disant : "Maintenant, nous reconnaissons Israël et nous vivrons sous le drapeau d'Israël". Ils devraient comprendre cette équation, que les Palestiniens n'abandonneront jamais, ne renonceront jamais ».

Selon Khalidi, le Hamas s'est avéré capable d'ébranler la société israélienne dans ses fondements et de remporter des victoires tactiques sur le terrain à Gaza contre un adversaire bien plus puissant, qui a bénéficié du soutien de la nation la plus puissante de la planète. Mais conserver le pouvoir officiel avec un large soutien des Palestiniens est une tout autre affaire, m'a-t-il dit.

3 Où vont-ils ? Quel est leur objectif ultime ? Veulent-ils vraiment libérer toute la Palestine par la guerre ? Est-ce vraiment leur objectif militaire ? Croient-ils vraiment que toute la Palestine est un waqf, un fidéicommis inaliénable pour les musulmans, dont aucune partie ne peut être cédée ? Si c'est ce qu'ils croient, comment ont-ils l'intention de traiter avec les Israéliens, qui sont cette superpuissance nucléaire, qui sont ce peuple qui a été créé par ce processus de nettoyage ethnique et de colonialisme de peuplement », a demandé Rashidi. « Si la guerre est le prolongement de la politique par d'autres moyens, quelle est votre politique ? »

Khalidi s'interroge sur l'existence d'un consensus, même parmi les dirigeants du Hamas. « Je ne suis pas sûr qu'il y ait une quelconque cohésion parmi les dirigeants du Hamas à ce sujet. Les opinions

divergeaient au sein de l'OLP depuis les années 70, lorsqu'elle a commencé à s'orienter vers une solution à deux États, jusqu'en 1988, lorsqu'elle l'a finalement adoptée. Et je suis sûr qu'il y a des divergences au sein du Hamas, mais la façon dont ils résoudreont cette question et la direction qu'ils prendront détermineront en grande partie l'avenir du Hamas. De même, la façon dont cette guerre se terminera déterminera en grande partie l'avenir du Hamas ».

Hamad a déclaré que les relations du Hamas avec les autres factions palestiniennes s'étaient renforcées au cours des années qui ont précédé le 7 octobre et qu'elles s'étaient resserrées au cours des neuf derniers mois, alors que le groupe luttait contre les forces israéliennes dans la bande de Gaza. Le Hamas espère que cela se traduira par un mouvement d'unité nationale. « Les relations entre le Hamas et les autres factions palestiniennes, comme le Front populaire, le Front démocratique, le Jihad islamique et toutes les factions palestiniennes, sont très bonnes. Elles sont meilleures que celles qu'ils entretiennent avec le Fatah [le parti au pouvoir d'Abbas] ».

L'administration Biden a fortement insisté sur le fait qu'une partie de la fin de la guerre à Gaza consistait à établir une voie viable vers une « solution à deux États ». Bien que le Hamas ait déclaré que cette option restait ouverte, Rabbani estime qu'il s'agit, en termes politiques réels, d'une impasse. Beaucoup de ceux qui croyaient auparavant qu'une solution à deux États était possible ne croient plus qu'il soit souhaitable de dire simplement : « Nous ne pouvons pas coexister avec cet État génocidaire d'apartheid et il ne peut pas y avoir de paix durable au Moyen-Orient tant que ce régime n'est pas démantelé ». C'est ce que je comprends ».

Rabbani a déclaré qu'il n'avait vu aucun signe indiquant que les USA ou l'Union européenne étaient prêts à utiliser leur influence pour obliger Israël à modifier sa politique au point de donner aux Palestiniens une certaine confiance dans de telles négociations. « Lorsque j'entends des hommes politiques occidentaux parler d'un règlement prévoyant deux États, c'est un peu comme si l'on tendait un faux lapin devant le lévrier sur la piste de l'hippodrome pour qu'il continue à courir plus vite dans la mauvaise direction », a déclaré M. Rabbani. « C'est une véritable mascarade ».

Gershon Baskin, négociateur israélien ayant une grande expérience des relations avec le Hamas, a déclaré qu'il ne pensait pas qu'un futur gouvernement israélien, qu'il soit libéral ou conservateur, accepterait un rôle pour le Hamas. « Le seul modèle acceptable sera une direction palestinienne alternative qui n'inclura pas directement le Hamas, ni un Hamas armé sur le terrain », a-t-il déclaré. « Le modèle du Hezbollah, qui ne dirige pas le gouvernement mais contrôle essentiellement le Liban, ne sera accepté ni par Israël ni par les USA. Je ne pense pas que ce type de modèle permettrait d'obtenir de l'argent de la communauté internationale pour reconstruire Gaza ».

Toutefois, Baskin est plus optimiste quant à la possibilité d'un accord entre deux États, estimant que les attaques du 7 octobre ont involontairement ressuscité cette possibilité. « C'est de nouveau sur la table. Je pensais qu'elle était morte. Ces dernières années, j'ai discuté avec des Israéliens et des Palestiniens des alternatives à une solution à deux États, et tout à coup, elle revient devant nous », a-t-il déclaré. "De plus en plus de pays reconnaissent l'État de Palestine. Et je crois que cela va s'ancrer plus profondément dans la mentalité israélienne, que c'est ce qui doit se passer. Nous n'en sommes pas encore là. Aucun dirigeant israélien de premier plan ne parle encore de paix. Cela ne fait pas partie du débat politique ici ».

Baskin a déclaré qu'il continuait d'espérer que des secteurs plus larges de la société israélienne et des dirigeants politiques reconnaîtraient ce moment comme un carrefour existentiel et choisiraient une solution politique. « Si, à Dieu ne plaise, nous allons dans l'autre sens, ce n'est pas seulement la disparition du statut et de la vie des Palestiniens qui est en jeu, c'est la destruction d'Israël », a-t-il déclaré. « Sans résolution de la question palestinienne, il n'y a pas d'avenir pour Israël. Cette guerre doit vraiment être la dernière. Il est tout simplement insensé pour quiconque ici de continuer sur la voie dans laquelle nous sommes engagés ».

Une troisième intifada pourrait voir le jour si le Hamas et le Jihad islamique palestinien l'organisaient. Bien que cela ne se soit pas produit, le 10 juillet, le Hamas a lancé un appel aux Palestiniens de Jérusalem et de Cisjordanie pour qu'ils « intensifient l'affrontement avec les soldats de l'occupation et les colons », afin de protester contre les mauvais traitements infligés aux prisonniers palestiniens.

Selon Rabbani, si un nombre suffisamment important de Palestiniens estime qu'il n'y a pas d'autre solution pour faire face au régime d'apartheid, le soutien populaire en faveur d'une insurrection plus large pourrait prendre de l'ampleur. « Je pense qu'une grande partie des Palestiniens ont accordé au Hamas le mérite d'avoir infligé ce que les Israéliens eux-mêmes appellent le coup le plus dur de leur histoire. Les Palestiniens qui attendaient qu'Israël reçoive une leçon ne regardaient pas Gaza et le Hamas. Ils attendaient que le Hezbollah libère ses capacités. Et le fait de penser que le Hamas a été en mesure de réaliser encore plus que ce que les gens espéraient du Hezbollah a eu un impact énorme sur les Palestiniens », a déclaré Rabbani. « Je pense que pour de nombreux Palestiniens, si vous soutenez la résistance palestinienne, qu'il s'agisse de la résistance armée, de la résistance populaire, de la résistance diplomatique ou de toute autre forme de résistance, il n'y a pas d'alternative palestinienne au Hamas et au Djihad islamique ».



Au-dessus de Gaza, par Mohammed Afefa, 14/2/2024

3

Le Jihad Islamique palestinien : « Oslo, c'est fini »

Entretien avec le Dr. Mohammed Al Hindi, l'un des principaux dirigeants du Jihad islamique palestinien, qui parle du 7 octobre, de la guerre contre Israël et de la question de savoir qui, de Trump ou de Biden, serait le mieux pour la Palestine.

Jeremy Scahill, [DropSite News](#), 16/7/2024



Mohammed Al-Hindi en 2005. Photo : Mahmud Hams/AFP via Getty.

Avant le Hamas, il y avait le Jihad Islamique palestinien (JIP). Ce mouvement de résistance, fondé en 1981, s'est organisé autour du principe selon lequel la défaite de l'occupation et de l'asservissement israéliens ne pouvait être obtenue que par la lutte armée, et il a cherché à fusionner les courants laïques et islamistes du paysage politique palestinien. Depuis 30 ans, le JIP mène une campagne de guerre paramilitaire contre Israël et contrôle la deuxième plus grande faction armée de la résistance palestinienne. Alors que le Hamas gouverne la bande de Gaza depuis 2006, le JIP a souvent donné le ton d'un

militantisme accru à l'égard d'Israël et a prouvé sa volonté de s'engager dans des batailles à lui tout seul.

Bien que le JIP affirme ne pas avoir été informé à l'avance des attaques du 7 octobre, sa branche armée a rejoint l'opération menée par le Hamas le matin même, a pris des otages et, avec les brigades Al-Qassam du Hamas, a mené une guérilla de neuf mois à Gaza contre les forces d'occupation israéliennes.

Les hauts responsables du JIP accordent rarement des interviews aux journalistes occidentaux, mais le Dr Mohammed Al-Hindi, le deuxième plus haut responsable du groupe, a accepté de s'asseoir pour une longue interview en personne avec Drop Site News. Al-Hindi a discuté du rôle du JIP dans les attaques du 7 octobre, de ce qu'il considère comme les objectifs politiques des opérations, de son point de vue sur les efforts du président Joe Biden pour relancer une solution à « deux États », de Donald Trump et des élections américaines, des accords d'Abraham et de l'avenir de la libération et de la politique palestiniennes. Il évoque également les liens entre le JIP et l'Iran et explique pourquoi il pense qu'Israël serait confronté à une catastrophe au Liban s'il décidait d'entrer en guerre contre le Hezbollah.

Depuis le début des années 1980, M. Al-Hindi est une figure centrale du Jihad Islamique palestinien, dont il est actuellement le Secrétaire général adjoint et le négociateur politique en chef. Pédiatre de formation, il a travaillé au début de sa carrière à l'hôpital Al-Shifa de Gaza. M. Al-Hindi a été emprisonné pendant un an au cours de la première Intifada et a été emprisonné à plusieurs reprises par le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne. En 2004, des hélicoptères israéliens ont tiré plusieurs missiles sur le bureau d'Al-Hindi à Gaza, dans ce qui a été généralement considéré comme une tentative d'assassinat. Al-Hindi est le chef du département politique du JIP et le principal adjoint de son Secrétaire général, Ziyad Al-Nakhalah. Il a dirigé les négociations du JIP avec Israël qui ont abouti à un cessez-le-feu en mai 2023 et continue de conseiller les négociateurs du Hamas dans la guerre actuelle. En 2019, M. Al-Hindi a été étiqueté « Terroriste mondial spécialement désigné » par le Département d'État américain.

Drop Site News a décidé de publier l'interview d'Al-Hindi dans son intégralité car nous pensons qu'il est dans l'intérêt du public d'examiner

les perspectives d'une figure de proue de la résistance armée palestinienne actuelle et du commandant en second d'une organisation au centre de la guerre génocidaire d'Israël contre les Palestiniens de Gaza.

Le Jihad Islamique palestinien : l'histoire

Le Jihad Islamique palestinien a commencé à mener des attaques armées contre Israël en 1984, trois ans avant la création du Hamas. Plus de dix ans avant la signature du premier accord d'Oslo en 1993, les fondateurs du JIP estimaient que l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat avait engagé les Palestiniens sur la voie du désastre en ouvrant la porte à la concession d'un territoire substantiel à Israël dans le cadre d'un règlement prévoyant deux États. Les fondateurs ont également été inspirés par la révolution islamique de 1979 en Iran et ont vu dans le renversement du shah soutenu par les USA la preuve qu'ils pouvaient renverser leurs oppresseurs.

« Dans les années 1980, lorsqu'une jeune garde d'étudiants palestiniens souhaitait que les Frères musulmans s'engagent dans la violence armée ou dans la lutte armée contre l'occupation israélienne, ils étaient frustrés du manque d'intérêt des Frères musulmans pour la lutte armée », a déclaré Erik Skare, chercheur postdoctoral à l'université d'Oslo, largement considéré comme l'un des principaux spécialistes de langue anglaise du JIP. « Si vous étiez un Palestinien dans les années 1980 dans la bande de Gaza et que vous vouliez participer à la lutte armée, il n'y avait pas de moyen réalisable pour le faire. D'une part, il y avait le mouvement islamiste qui ne participait pas à la lutte armée militaire. D'autre part, il y avait les nationalistes laïques qui étaient soit en prison, soit incapables d'agir. Le JIP a comblé ce vide ».

Erik Skare a écrit deux livres sur le groupe, dont *Une histoire du Jihad Islamique palestinien : foi, révolution et prise de conscience au Moyen-Orient* [voir annexe p. 82]. Il explique que les fondateurs du JIP ont rejeté ce qu'ils considéraient comme le dogmatisme des Frères musulmans, dont le Hamas est issu. « Ils ne se sont pas contentés de lire [Ibn Taymiyya](#). Ils n'ont pas seulement lu Sayyid Qutb. Ils n'ont pas seulement lu Hassan al-Banna. Ils ont lu Lénine, Jean-Paul Sartre, Fiodor Dostoïevski [et aussi Antonio Gramsci et Ibn Khaldoun Mao et Che Guevara, Khomeiny et Ali Shariati, le premier traducteur en persan

de Frantz Fanon, NdT] Ils ont lu tout ce qu'ils ont pu trouver en essayant de se représenter l'avenir et la voie à suivre pour sortir de l'impasse palestinienne », m'a dit M. Skare. « Ils voulaient être fidèles à leur religion et aller au cinéma. Ils voulaient lire, étudier l'orthodoxie islamiste, tout en étant ouverts à de nouvelles idées. »

En août 1987, des membres du JIP ont tendu une embuscade à un officier de l'armée israélienne et l'ont tué dans la bande de Gaza, ce qui allait devenir le précurseur d'une révolte palestinienne plus large. Au cours de la première Intifada, qui a débuté en décembre, le JIP a étendu ses opérations armées à Gaza et en Cisjordanie, utilisant initialement des pierres, des couteaux et des armes légères. À la fin de la décennie, les principaux dirigeants du groupe étaient exilés et de nombreux membres emprisonnés. En 1992, Israël a déporté au Liban des centaines de membres du JIP et du Hamas, dont des dirigeants influents des deux mouvements. En exil, les deux groupes ont tissé des liens plus étroits et ont envisagé de coordonner leurs actions contre Israël. Le JIP a également renforcé ses relations avec le Hezbollah, la République islamique d'Iran et le gouvernement syrien. Ses membres ont reçu une formation militaire et un soutien de la part de ces trois entités.

Le JIP a acquis une reconnaissance internationale entachée d'infamie dans les années 1990, lorsque le Hamas et lui-même ont commencé à commettre des attentats suicides contre des civils et des cibles militaires israéliens. Le JIP a également commencé à organiser officiellement son aile paramilitaire, Saraya Al-Quds, les Brigades de Jérusalem. Le 22 janvier 1995, un agent du JIP déguisé en soldat israélien s'est approché d'un arrêt de bus bondé dans la ville de Beit Lid, au centre d'Israël, où des soldats israéliens attendaient d'être ramenés à leurs bases. L'agent a fait détoner une ceinture d'explosifs au milieu de la foule. Quelques minutes plus tard, un deuxième kamikaze a attaqué. Au total, 21 soldats israéliens et un civil ont été tués. « Nous confirmons notre capacité à pénétrer toutes les fausses lignes de sécurité de l'ennemi et à atteindre le cœur de l'ennemi », a déclaré un haut dirigeant du JIP en revendiquant l'attaque. Le président Bill Clinton a réagi le lendemain en publiant un décret criminalisant tout soutien financier au PIJ.

En 1997, le JIP et le Hamas ont été officiellement désignés comme organisations terroristes par le Département d'État américain. Au cours de la seconde Intifada, qui a débuté en septembre 2000 et a duré près de cinq ans, les deux organisations se sont engagées dans des

batailles militaires contre les forces israéliennes et ont mené de nombreux attentats-suicides à l'intérieur d'Israël.

Au cours des années qui ont suivi la dernière intifada, le JIP a renforcé sa présence en Cisjordanie et à Gaza, d'où il a régulièrement lancé des attaques à la roquette contre des cibles militaires et des villes israéliennes. Contrairement au Hamas, le JIP n'est pas un parti politique qui présente des candidats aux élections organisées par l'Autorité palestinienne, car il rejette tout le cadre des accords d'Oslo qui ont donné naissance à l'Autorité palestinienne. Au lieu de cela, le JIP a donné la priorité à la lutte contre le colonialisme et l'occupation israéliens par une action militaire directe. « Ils se battent pour la totalité de la Palestine historique, du fleuve à la mer, explique M. Skare. La logique est à peu près la même que celle de l'OLP dans les années 1960 et 1970 : ce qui a été pris par la force doit être reconquis par la force. »

Bien que le JIP soit souvent décrit comme une organisation terroriste islamique violente, il se considère à la fois comme une avant-garde armée prônant un mouvement de libération unifié et comme un mouvement politique et social enraciné dans l'histoire et la culture islamistes et palestiniennes. « Nous voyions deux catégories de Palestiniens : les nationalistes, qui parlaient de la libération de la Palestine mais oubliaient l'islam, et les traditionalistes, qui parlaient de l'islam et d'un État islamique mais oubliaient la Palestine », a déclaré le fondateur du PIJ, le Dr Fathi Shaqaqi, dans un entretien avec Robert Fisk [voir *version française en annexe*, p. 78] en 1995, neuf mois avant son assassinat par le Mossad devant un hôtel de Malte. « Nous devons résoudre ce problème, faire le lien entre le nationalisme et l'islamisme. »

Bon nombre des premières recrues du JIP provenaient des rangs de l'OLP laïque, et les dirigeants du JIP ont tracé la voie pour unir l'esprit révolutionnaire laïque aux idées islamistes. Son objectif principal était de récupérer tous les territoires saisis lors de la création de l'État d'Israël en 1948 et de venger les déplacements violents et les meurtres de Palestiniens lors de la Nakba. « Le Jihad Islamique a bouleversé la logique des Frères musulmans, explique M. Skare. Les Frères musulmans mettaient l'accent sur l'islamisation pour la libération. Autrement dit, il fallait d'abord islamiser la société palestinienne et préparer les masses palestiniennes en diffusant les valeurs islamiques afin de les préparer à la lutte armée pour libérer la Palestine. Le Jihad Islamique, quant à lui, a déclaré qu'il fallait d'abord libérer les territoires

palestiniens occupés et que ce n'est qu'ensuite que nous pourrions nous concentrer sur l'islamisation. »

M. Skare a déclaré qu'en dépit de sa désignation par les USA et d'autres pays occidentaux comme organisation terroriste, le JIP ne mène pas d'attaques en dehors de la Palestine historique. « Il se distancie également des attaques contre l'Occident et contre les Israéliens en dehors du territoire israélien ou palestinien parce que cela affaiblirait la lutte palestinienne et la légitimité de la lutte palestinienne », a déclaré M. Skare. « Ils affirment clairement que leur lutte n'est pas dirigée contre les Israéliens en raison de leur foi juive, mais à cause de l'occupation. »

Depuis la création du Hamas en 1987, ses relations avec le JIP ont connu des périodes de coordination étroite, mais aussi de conflits, de désaccords stratégiques et de guerres intestines. Après que le Hamas a remporté les élections démocratiques dans les territoires palestiniens occupés en 2006 et consolidé son contrôle sur la bande de Gaza, les deux groupes ont souvent synchronisé leurs opérations contre Israël. L'année où il a pris le pouvoir à Gaza, le Hamas a annoncé qu'il mettait fin aux attentats suicides contre Israël, ce qui a fait chuter le nombre de ces attaques. Le Hamas a déclaré que cette tactique n'avait été déployée que pendant une « période exceptionnelle ».

Alors que le Hamas est devenu une autorité dirigeante, responsable de l'administration de base de la vie civile dans la bande de Gaza, le JIP a éludé ces fonctions et s'est concentré sur la résistance armée. Le JIP a ouvert ses portes aux Palestiniens qui donnaient la priorité à l'action armée contre Israël, y compris à ceux « qui n'étaient pas satisfaits du projet de gouvernance du Hamas », a déclaré M. Skare, qui a interviewé de hauts responsables du JIP. « Cela en dit long sur la manière dont [le JIP] peut pousser d'autres mouvements armés. »

Le JIP et le Hamas ont formé un front uni dans une série de guerres de plus courte durée dans les années qui ont suivi l'élection du Hamas, notamment en 2009, 2012 et 2014. En 2018, les deux groupes ont relancé un centre d'opérations commun avec d'autres factions armées plus petites à Gaza. En mai 2021, le JIP et le Hamas ont lancé un tir de barrage de roquettes sur Israël en réponse aux attaques israéliennes contre les fidèles palestiniens de la mosquée Al-Aqsa et aux menaces d'expulsion à Jérusalem-Est, tuant 12 civils israéliens. Israël a lancé une intense campagne de bombardements de 11 jours contre Gaza, au cours de laquelle plus de 250 Palestiniens ont été tués et quelque 1 900

blessés. La guerre a pris fin lorsque le président Joe Biden a appelé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour lui annoncer que la rigolade était terminée. Les dirigeants du Hamas et du JIP ont clairement indiqué que si une trêve avait été conclue, la guerre plus large se poursuivrait. « Nous viendrons à vous, si Dieu le veut, dans un déluge rugissant », a déclaré le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar, dans un discours prononcé en décembre 2022. « Nous viendrons à vous avec des roquettes à n'en plus finir, nous viendrons à vous avec un flot illimité de soldats, nous viendrons à vous avec des millions de nos concitoyens, comme une marée récurrente ».

Alors que le Hamas a globalement respecté le cessez-le-feu conclu avec Israël sous l'égide de l'Égypte, le JIP et Israël ont continué de s'affronter. En août 2022, Israël a lancé une campagne d'assassinats ciblés contre les principaux dirigeants du JIP à Gaza, tuant d'importants commandants. Israël a déclaré qu'il s'agissait de frappes « préventives ». Deux des frappes aériennes israéliennes ont tué des dizaines de Palestiniens, dont des enfants. En représailles, le JIP a lancé plus de 1 000 roquettes sur le territoire israélien, tandis qu'Israël pilonnait Gaza par d'autres raids aériens. Israël a également lancé des raids contre les bastions du JIP en Cisjordanie, arrêtant des agents du JIP.

Les combats intermittents entre Israël et JIP ont duré jusqu'au 13 mai 2023, date à laquelle un cessez-le-feu a été déclaré sous l'égide de l'Égypte. Bien que le Hamas n'ait pas participé aux combats, il a félicité le JIP pour avoir « défendu le peuple palestinien contre la dernière agression israélienne contre la bande de Gaza ».

Avant le 7 octobre, les forces des Brigades d'Al-Quds du Jihad Islamique palestinien étaient estimées, selon les sources gouvernementales et médiatiques occidentales, entre 1 000 et 8 000 combattants à Gaza. Des sources au sein du JIP affirment toutefois que le nombre de combattants et de personnel de soutien logistique dépasse les 10 000 (il n'existe pas de statistiques fiables et vérifiables). Bien qu'il s'agisse d'une force plus petite que les Brigades Qassam du Hamas, qui, avant le 7 octobre, étaient estimées entre 20 000 et 30 000 soldats, le JIP jouit également d'une plus forte présence paramilitaire en Cisjordanie, en particulier à Naplouse, Tulkarem et Jénine. Le JIP a récemment déclaré qu'il continuait à enrôler de nouvelles recrues pour combattre Israël à la fois à Gaza et en Cisjordanie.

Dans les rapports sur les attaques du 7 octobre contre Israël, le JIP est souvent passé sous silence ou décrit en passant comme un autre groupe militant ayant participé à l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ». De l'aveu même du groupe, il n'a pas été impliqué dans la planification des attaques du 7 octobre, mais il s'est joint à l'opération dès le début de la matinée. Selon M. Skare, même si le JIP n'a pas organisé les attaques, sa position militante, qui consiste à considérer la lutte armée comme la seule solution contre Israël, a peut-être joué un rôle dans la décision du Hamas d'envisager une action décisive à grande échelle. « Le Hamas devait trouver un équilibre sur le fil du rasoir entre la fourniture de services, la gouvernance de la bande de Gaza et le maintien de son rôle en tant que mouvement de résistance. Le Jihad Islamique pouvait continuer à insister sur la nécessité d'une résistance armée, continuer à insister sur la nécessité d'une libération complète sans être encombré par les responsabilités gênantes de la gouvernance. Et cela a toujours été un problème pour le Hamas », a-t-il déclaré. « Je pense que le fait que le Hamas ait exécuté le 7 octobre est en partie dû au fait que le Hamas s'est retrouvé dans une situation impossible. »

Tout comme le Hamas, le JIP a vu sa cote de popularité augmenter de manière significative parmi les Palestiniens des territoires occupés depuis le mois d'octobre. Ses membres ont combattu aux côtés des forces Al Qassam dans la guérilla contre les forces d'occupation israéliennes à Gaza, et il publie régulièrement des vidéos d'embuscades tendues par ses forces contre des tanks et des soldats israéliens.

Le JIP détient toujours un nombre inconnu d'Israéliens capturés le 7 octobre – il a initialement déclaré qu'il avait 30 captifs – et a participé aux échanges de novembre dernier au cours desquels 105 Israéliens ont été libérés en échange de centaines de Palestiniens détenus par Israël. Avec le Hamas, le Jihad Islamique palestinien est membre de l'Axe de la résistance, une coalition qui comprend l'Iran, la Syrie, Ansar Allah au Yémen et plusieurs groupes militants régionaux qui coordonnent leur stratégie face à Israël.



Mohammed Al-Hindi s'entretient avec Jeremy Scahill. Photo : Jeremy Scahill

Mon entretien avec Mohammed Al-Hindi

Jeremy Scahill : *Dr. Mohammed Al-Hindi, merci d'avoir accepté cette interview. Il est inhabituel pour un journaliste occidental de pouvoir interviewer l'un des dirigeants du Jihad Islamique palestinien. Expliquez l'idéologie politique et les objectifs de l'organisation.*

Mohammed Al-Hindi : Au nom de Dieu, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux. Tout d'abord, le Jihad Islamique est généralement perçu comme un groupe de combat. Cette impression n'est cependant pas exacte. Au début de sa création, notre mouvement a essayé de développer sa propre vision et sa propre compréhension avant de s'engager dans une lutte active contre Israël. Une vision de la réalité politique, une compréhension du monde islamique et de l'histoire de la région. Il a donc commencé par une discussion intellectuelle avant de prendre les armes. En fin de compte, cependant, son analyse était que le projet de création d'Israël était un projet occidental. L'Occident avait ses

problèmes avec les Juifs. En résumé, on peut dire que l'antisémitisme est un problème européen qui n'existait pas en Orient. Ce problème a toutefois été résolu aux dépens du peuple palestinien et de la région. Le projet sioniste ne concerne pas les Juifs en premier lieu. Il s'agit plutôt d'un projet de colonisation occidentale qui vise à contrôler la région et à empêcher son indépendance et son développement.

Tel est le projet sioniste dans son essence. Nous n'avons pas de problème avec les Juifs en tant que tels. Notre problème est plutôt le sionisme en tant que mouvement raciste fondé sur l'usurpation de nos ressources et de notre patrie et sur notre déplacement en 1948. C'est sur cette vision politique fondatrice que le mouvement du Jihad Islamique a été créé. Notre vision s'appuyait sur l'Islam qui constitue la culture, l'histoire et la foi du peuple palestinien.

C'est sur la base de cette vision et de cette compréhension de la réalité politique et de l'histoire islamique que le mouvement a été créé. Ce débat a commencé très tôt, lorsque nous étions étudiants dans les universités égyptiennes au milieu des années 1970. Cette vision s'est traduite, cependant, lorsque nous sommes retournés dans la bande de Gaza sous l'occupation. Puisqu'il y avait une occupation, il était impératif d'avoir une résistance. Le Jihad Islamique a donc commencé à s'engager dans la résistance au début des années 1980, après notre retour des universités égyptiennes.

La résistance est donc née de la présence de l'occupation. En tant que peuple religieux et musulman, nous fondons notre résistance sur notre compréhension, notre histoire et notre foi. C'est pourquoi certains ont identifié le Jihad Islamique comme se situant en quelque sorte au milieu entre l'extrémisme islamique et le mouvement national, qui était basé à l'époque sur le Fatah et la gauche palestinienne. En bref, nous sommes un mouvement de résistance nationale palestinien qui est enraciné dans la foi, la culture et la croyance de notre peuple, à savoir l'Islam.

Jeremy Scahill : *Lorsque vous dites que le Jihad Islamique palestinien est un mouvement de résistance nationale, vous parlez de lutte armée.*

Mohammed Al-Hindi : Non, je parle de l'idée du Jihad Islamique.

Jeremy Scahill : *Comment définissez-vous alors ce qu'est un groupe de résistance dans le contexte de votre propos ?*

Mohammed Al-Hindi : Tant qu'il y a une occupation, il doit y avoir une résistance. Nous avons commencé notre résistance en présence de l'occupation par la Nakba en 1948, puis en 1967 avec l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Nous avons été conçus dans la bande de Gaza et le mouvement s'est ensuite étendu à la Cisjordanie sous l'occupation. L'occupation se livrait à des pratiques que le monde entier pouvait voir. Mais le monde est resté silencieux, malheureusement, parce qu'en fin de compte, le projet sioniste est un projet occidental. C'est pourquoi, en 1987, lors de la première Intifada, sous le Premier ministre israélien de l'époque [Yithzak] Rabin, ils ont eu recours à une politique extrêmement oppressive, la politique consistant à « briser les os » des enfants qui participaient au soulèvement. Littéralement, un soldat tenait la main d'un enfant contre une pierre, puis la brisait avec une autre pierre. Cette politique était appliquée littéralement. Cette violence utilisée par Israël, dans laquelle nous avons grandi, nous a obligés à résister.

Jeremy Scahill : *Mais le Jihad Islamique palestinien, par exemple, ne se présente pas aux élections.*

Mohammed Al-Hindi : Ce n'est pas vrai. Nous participons aux élections des étudiants dans les universités palestiniennes. Nous participons aux élections des syndicats, de tous les syndicats palestiniens : médecins, enseignants, avocats, ingénieurs... Tous les syndicats. Environ 13 syndicats. Et nous avons pris l'initiative de créer d'autres syndicats. Mais cette impression ou cette perception est due au fait que nous n'avons pas participé aux élections du conseil législatif palestinien de 2006. S'abstenir de participer constitue une forme de participation en soi, une forme de position politique. Nous avons pris position à l'égard de l'accord d'Oslo, qui, au niveau national, a concédé certains principes de base, en plus d'être antidémocratique puisque le peuple palestinien n'a pas été consulté, pas plus que d'autres membres de l'OLP et de ses factions. Cet accord a été conclu dans le dos du peuple palestinien. La position du Jihad Islamique a donc été de boycotter tout arrangement ou toute élection d'une autorité émanant de cet accord. Il s'agit d'une position politique à part entière. Nous participons à toutes les autres élections.

Jeremy Scahill : *Quelle est la relation entre le Jihad Islamique palestinien et le Hamas ?*

Mohammed Al-Hindi : Tout d'abord, en termes de principes fondateurs, l'Islam constitue la foi, la culture et l'histoire de notre peuple

palestinien. C'est une foi pour les musulmans et une culture pour les chrétiens. Le Hamas et le Jihad Islamique utilisent tous deux la foi de notre peuple et sa culture dans le cas des chrétiens comme point de départ. Nous sommes également d'accord avec le Hamas sur certains aspects de notre vision politique en ce qui concerne la position vis-à-vis de l'accord d'Oslo et son rejet, ainsi qu'en ce qui concerne l'impératif de résistance et le maintien des principes palestiniens fondamentaux. D'un autre côté, il y a des désaccords sur notre vision ou sur certaines questions politiques telles que les élections. Nous avons une position, le Hamas avait une position différente, etc. Ainsi, sur certaines questions politiques, le Jihad Islamique a une position différente de celle du Hamas. Nos différences étaient plus prononcées dans le passé. Avec le temps, cependant, l'ampleur des désaccords entre les deux mouvements a commencé à diminuer.

Jeremy Scahill : *Je voudrais vous interroger sur la période de deux ans qui a précédé l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ». Il y a eu la campagne de bombardements israéliens de 2021 contre Gaza. Puis, au cours des deux années qui ont suivi, les Israéliens ont continué à cibler et à assassiner les dirigeants du Jihad Islamique palestinien. Nous pourrions peut-être commencer par décrire cette période et la manière dont votre mouvement a vécu les attaques d'Israël depuis la fin de la guerre intense de 2021 jusqu'au 7 octobre 2023. Le Jihad Islamique palestinien lançait des attaques à la roquette contre Israël et le Hamas se tenait largement à l'écart, ou du moins disait qu'il n'y participait pas directement. Il ne condamnait pas le Jihad Islamique palestinien, mais disait qu'il n'y participait pas.*

Mohammed Al-Hindi : Tout d'abord, Israël entretient l'illusion que l'élimination des chefs militaires ou politiques des mouvements de résistance palestiniens affecterait ces mouvements. Au cours des deux années que vous avez mentionnées, le Jihad Islamique a été exposé à une vague d'assassinats, en fait trois vagues. Le Jihad Islamique s'est donc engagé à défendre le peuple palestinien et à répondre aux crimes commis contre les dirigeants de la structure militaire des Brigades Al-Quds. Le Hamas, au cours de ces trois confrontations, n'est pas intervenu. Mais comme vous l'avez dit, il n'a pas condamné la résistance palestinienne et les tirs de roquettes. En fait, il a soutenu le Jihad Islamique dans sa position politique en déclarant qu'il s'agissait d'une réponse normale aux crimes sionistes. Certains, en particulier en Israël et dans certains médias régionaux, ont tenté de discréditer le Hamas pour avoir abandonné le Jihad Islamique, en disant qu'il aurait pu aider à repousser l'agression sioniste sur Gaza puisqu'il était en charge de son

administration. Mais permettez-moi de préciser que le Jihad Islamique était capable de répondre et de persister à affronter Israël pendant longtemps sans intervention. S'il n'en était pas capable, nous aurions pu reprocher au Hamas de ne pas participer, mais le Jihad Islamique s'en est avéré capable et Israël a été contraint d'engager des négociations avec le mouvement du Jihad Islamique au Caire. Je menais ces négociations avec les Égyptiens. Nous sommes parvenus à un accord. Les observateurs ne doivent pas utiliser cet épisode pour creuser un fossé entre le Hamas et le Jihad Islamique. Au contraire, le Jihad Islamique a compris la position du Hamas et a décidé que nous pouvions gérer cette bataille par nous-mêmes dans les trois confrontations, et nous l'avons très bien fait.



Mohammed al-Hindi (à droite) avec le chef spirituel du Hamas, Cheikh Ahmed Yassine (au centre), et Ismail Haniyeh du Hamas (à gauche) lors d'une commémoration en 2003 pour le chef du Hamas assassiné, Ismail Abu Shanab. Photo : Mahmud Hams/AFP via Getty.

Les attaques du 7 octobre

Jeremy Scahill : *Comment l'opération « Délugé d'Al-Aqsa » a-t-elle vu le jour ? Qui en a eu l'idée ? Est-elle venue du Jihad Islamique palestinien ou du Hamas, ou y a-t-il eu un comité conjoint chargé d'évaluer les réponses potentielles à Israël ou les avantages et inconvénients potentiels du lancement d'une attaque quelconque ? J'essaie de comprendre comment tout cela a été organisé.*

Mohammed Al-Hindi : Le Hamas, ou plus exactement Al-Qassam, se préparait pour le déluge d'Al-Aqsa et personne ne le savait. Un jour plus tôt, le 6 octobre, le Jihad Islamique avait célébré l'anniversaire du mouvement du Jihad Islamique. Des milliers de personnes ont participé à cette célébration et nous avons été pris par surprise, comme tout le monde. Cependant, peu de temps après avoir été informés du Déluge, nous nous sommes engagés dans cette bataille. Il était de notre devoir, en tant que mouvement de résistance, de faire face immédiatement à l'agression.

Jeremy Scahill : *Juste pour clarifier une chose, vous dites que le Jihad Islamique palestinien, même ses forces spéciales, n'étaient pas du tout impliquées dans la planification jusqu'au matin où les clôtures et les murs ont été abattus ?*

Mohammed Al-Hindi : Oui, c'est vrai.

Jeremy Scahill : *Donc une fois que vos forces ont commencé à pénétrer dans la zone de combat, avez-vous été surpris par la profondeur des zones de contrôle israéliennes qu'elles ont pu atteindre, en particulier sur les bases militaires ?*

Mohammed Al-Hindi : Le monde entier a été surpris ! Les unités militaires israéliennes se sont évaporées.

Jeremy Scahill : *Une fois les opérations lancées, les commandants militaires du Jihad Islamique palestinien ont-ils pu donner des ordres à leurs hommes sur le terrain ? Étant donné qu'ils n'ont pas participé à la planification, une fois que vos soldats étaient au combat, le Jihad islamique leur a-t-il donné des directives ou des objectifs ? Comment les ordres ont-ils été donnés aux forces du JIP qui ont participé à l'opération ?*

Mohammed Al-Hindi : Au début, les commandants militaires [d'Al-Qods] de notre mouvement ont commencé à donner l'ordre de prendre part au combat. Peu de temps après, les Brigades Al-Quds du Jihad Islamique ont pris part à la bataille et les affrontements ont commencé. En tant que mouvement de résistance, notre devoir était de lutter contre l'occupation et contre cette agression. Chaque fois qu'une bataille éclate, les Brigades Al-Quds jouent leur rôle et combattent.

Jeremy Scahill : *Lorsque vous avez commencé à regarder les premiers rapports des médias – certains des premiers rapports disaient que deux mille personnes, principalement des civils, avaient été tuées, bien que ces chiffres aient été réduits par la suite et qu'il soit devenu clair qu'un grand nombre de soldats israéliens avaient également été tués avec des civils –, quel type de réponse attendiez-vous de la part de l'État israélien à ces opérations ?*

Mohammed Al-Hindi : Nous savons qu'Israël s'est construit sur le mensonge et il s'agit là d'un mensonge de plus. Nous avons reconnu dès le début qu'un grand nombre d'informations trompeuses étaient adressées à l'Occident. Nous nous attendions, bien sûr, à une réaction forte. Toutefois, au fil du temps, ces mensonges ont commencé à être dévoilés. La réponse israélienne au 7 octobre n'a été régie par aucune loi. Ni lois militaires, ni lois d'occupation, ni aucune sorte de lois. Je pense qu'avec le temps, d'autres crimes dont personne n'a eu connaissance jusqu'à présent seront révélés. En particulier en ce qui concerne les détenus qui ont été arrêtés juste à l'extérieur de Gaza et dont beaucoup ont été exécutés sur le terrain.

Jeremy Scahill : *Quels sont, selon votre compréhension, les objectifs directs des opérations du 7 octobre ?*

Mohammed Al-Hindi : Tout d'abord, il s'agit d'un nouvel épisode de ce conflit. Il a éclaté de cette manière, mais c'est un nouvel épisode d'un conflit long, amer et sanglant qui dure depuis 1948. En 1948, nous faisons référence à la Nakba, où des crimes énormes ont été commis. Environ 500 villages palestiniens ont été détruits. Le peuple palestinien se bat depuis 1948. Vous savez peut-être, ou peut-être pas, qu'il n'y a pas de famille palestinienne qui n'ait pas au moins un martyr. Toutes les fausses nouvelles qu'Israël fabrique pour tromper le monde occidental sont évidentes, mais l'Occident les accepte et les souhaite parce qu'il veut maintenir Israël comme projet de contrôle et d'hégémonie dans la région. Ce qui s'est passé le 7 octobre est une extension de ces crimes. C'est aussi la preuve que le peuple palestinien ne peut être détruit. En

bref, Israël et les États-Unis voulaient mettre fin à la cause palestinienne, non seulement à Gaza, mais partout.

Les choses ont commencé à se clarifier après les accords d'Abraham, qui négligeaient les droits du peuple palestinien et visaient à organiser la région en termes de sécurité en y établissant des alliances sécuritaires et économiques, sans tenir compte des droits du peuple palestinien. De toute évidence, le peuple palestinien n'est pas mort et il fallait s'attendre à ce qu'il se défende et défende ses droits. S'il n'obtient pas la totalité de ses droits, il n'y aura rien d'autre que du sang dans la région. C'est dans ce contexte que nous comprenons le Déluge d'Al-Aqsa : non pas dans le contexte du 7 octobre, mais plutôt dans le contexte de 1948.

Jeremy Scahill : *Avez-vous une idée de la raison pour laquelle ce jour précis a été choisi pour ces opérations ?*

Mohammed Al-Hindi : Cette question est à la discrétion d'Al-Qassam. Mais je peux dire que Gaza est sous blocus depuis 17 ans. Des crimes sont commis en Cisjordanie et à Gaza. Il existe un contexte politique régional dans lequel un nouvel ennemi [l'Iran] est en train d'être inventé pour la région, loin de l'ennemi sioniste. C'est dans ce contexte que nous comprenons la situation. Un groupe de combat prend donc ses dispositions, ses décisions et son jugement en fonction des conditions appropriées. Il ne fait aucun doute que les conditions étaient effectivement appropriées.

Jeremy Scahill : *Je voudrais vous interroger sur la capture de civils le 7 octobre. Les responsables du Hamas m'ont dit que leurs forces n'avaient pas reçu l'ordre de ramener en captivité à Gaza des femmes qui n'étaient pas des soldats ou des enfants. Le Hamas m'a dit qu'essentiellement lorsque la clôture et le mur encerclant Gaza ont été démantelés et que la deuxième et la troisième vague de personnes sont entrées – cela comprenait des personnes ordinaires ou des personnes qui n'étaient pas officiellement impliquées dans l'opération – elles ont commencé à ramener des civils israéliens à Gaza et que le Hamas a dû essentiellement trouver ces personnes et leur proposer de les rendre à Israël. Que pensez-vous des civils emmenés à Gaza ?*

Mohammed Al-Hindi : Le Hamas l'a déjà déclaré. Au sein du Jihad islamique, nous avons un garçon et une dame âgée. Très tôt, nous avons fait une déclaration disant que nous voulions les libérer tous les deux, sans rien en échange, si les conditions de sécurité étaient réunies. Cette déclaration a été rendue publique et filmée à l'époque. Donc, oui, ce

problème existait, en particulier le fait que des enfants, des femmes et des personnes âgées aient été capturés par erreur. Nous avons fait connaître notre position, et vous pouvez consulter les archives. Nous avons dit que nous avions ces personnes sous notre garde, et qu'elles apparaissaient dans une vidéo, le jeune garçon et la dame âgée, et que nous étions prêts à les relâcher comme ça, si les conditions de sécurité le permettaient. Ils ont été libérés dès le premier accord.

Jeremy Scahill : *Comment pensez-vous que l'histoire va considérer les événements du 7 octobre et les mois qui se sont écoulés depuis ?*

Mohammed Al-Hindi : Le 7 octobre, Israël a subi un énorme échec stratégique à tous les niveaux : politique, militaire et de renseignement. Ce fut également un échec pour les protecteurs d'Israël. Les neuf mois qui ont suivi n'ont été qu'un échec de plus, car ils ont commis des crimes contre des civils, détruit Gaza, appliqué une politique de famine. Tous ces éléments s'ajoutent à l'échec militaire et moral. L'image d'Israël a été ternie. L'image de victime qu'il a vendue au monde pendant des années est révolue. Il est devenu un criminel recherché. Israël a donc perdu au niveau de son image et de son récit, ainsi qu'au niveau moral. De plus, l'armée n'a atteint aucun de ses objectifs et est épuisée. Ces mois successifs n'ont donc été qu'un échec supplémentaire à tous les niveaux : militaire, politique, moral et en termes d'image d'Israël.

Jeremy Scahill : *Vous êtes le négociateur politique en chef du Jihad islamique palestinien. Participez-vous directement aux négociations sur un cessez-le-feu ou sur la fin du siège de Gaza ?*

Mohammed Al-Hindi : Je voudrais que les choses soient claires. Dans ces négociations, nous, en tant que factions de la résistance, avons mandaté le Hamas pour mener les négociations. Nous avons convenu que le Hamas dirigerait les négociations pour diverses raisons. Nous sommes assurés que le Hamas ne cédera pas dans ces négociations parce qu'il est davantage dans le collimateur que le Jihad Islamique.

Dans le cadre de ces négociations, des documents sont donc présentés, qu'ils émanent d'Israël, des États-Unis ou d'autres pays. Le Hamas nous présente ces documents, nous en discutons et nous donnons notre avis. Sur cette base, le Hamas répond. La réponse n'est donc pas celle du Hamas, mais celle de la résistance et de ses factions.

Le Hamas est le négociateur en chef mandaté par les factions de la résistance. Il discute des propositions faites avec les factions de la

résistance et fournit une réponse qui reflète le point de vue des factions de la résistance. Le Hamas est mandaté et autorisé à négocier au nom des factions.

L'autre point est qu'Israël a essayé de semer la discorde entre les factions de la résistance en ce qui concerne les négociations. Netanyahu a personnellement demandé au représentant de l'ONU de le rencontrer à Jérusalem il y a environ quatre mois. Netanyahu et son équipe de négociation lui ont demandé de se rendre au Liban et de rencontrer le Jihad Islamique pour faire passer un message disant que Netanyahu était prêt à s'engager dans des négociations directes avec le Jihad Islamique et qu'il serait indulgent dans la conclusion d'un accord avec eux sur l'échange de prisonniers.

Il y a environ trois mois, le représentant de l'ONU est venu rencontrer l'un de nos frères au Liban, un responsable du Jihad Islamique, et il lui a transmis le message de Netanyahu. Nous avons compris que Netanyahu essayait de créer une fracture entre le Hamas et le Jihad Islamique, et nous ne lui avons pas donné cette chance. Nous l'avons annoncé à l'époque, mais nous n'avons pas essayé d'en faire tout un plat. Nous en avons parlé dans un journal libanais, *Al-Akhbar*. Certains journaux israéliens en ont parlé le lendemain. Certaines puissances régionales ont également essayé d'inviter le Jihad Islamique à des réunions et des discussions, mais nous avons également gardé cette porte fermée. J'avais l'intention d'envoyer une délégation et d'effectuer des visites, mais nous nous sommes rendu compte qu'ils essayaient d'entamer des négociations individuelles, et nous avons donc rejeté ces propositions.



Capture d'écran d'une vidéo des Brigades Al Quds montrant un défilé dans la ville de Gaza marquant le 36^e anniversaire de la création du Jihad Islamique palestinien, le 4 octobre 2023.

Un État, deux États ou un état de guerre perpétuel ?

Jeremy Scahill : *Vous avez également des forces dans d'autres régions de Palestine, en Cisjordanie occupée et ailleurs, et je me demande pourquoi il n'y a pas eu de soulèvements coordonnés dans d'autres régions que Gaza immédiatement après le 7 octobre. Je me demande s'il s'agissait d'une décision stratégique ou si les dirigeants du Jihad Islamique ont retenu leurs forces. J'essaie de comprendre pourquoi cette opération ne s'est pas étendue à d'autres régions de Palestine.*

Mohammed Al-Hindi : En Cisjordanie, la résistance est présente et s'intensifie, et le Jihad Islamique y participe, voire en prend la tête. Des arrestations ont lieu quotidiennement en Cisjordanie. Il ne se passe pas un jour sans qu'il y ait des arrestations et d'autres crimes. Depuis le 7 octobre, il y a eu plus de 500 martyrs en Cisjordanie, environ 10 000 détenus et des milliers de blessés. La Cisjordanie participe donc bel et bien à l'opération. Cependant, en raison de l'ampleur des crimes commis à Gaza, les médias n'en parlent pas beaucoup.

Au niveau international, il existe également d'autres fronts ouverts au Liban et dans la mer Rouge, au Yémen. Ces fronts soutiennent le front de Gaza. Ils ont décidé que la bataille sur ces fronts ne s'arrêterait pas

tant que l'agression contre la bande de Gaza ne cesserait pas. Le Jihad islamique est présent au Liban, étant donné qu'il y a des camps de réfugiés au Liban et qu'il fait partie de cette confrontation au Liban. Toutefois, c'est le Hezbollah qui constitue l'essentiel de ce front.

Jeremy Scahill : *Pensez-vous que les conditions sont réunies pour une véritable intifada à ce stade ?*

Mohammed Al-Hindi : Je pense que l'horizon politique en Cisjordanie est bloqué. Nous avons un gouvernement extrémiste en Israël qui ne croit pas... le programme des membres ou des composantes du gouvernement est connu du public. Lorsque [le ministre israélien des finances Bezale] Smotrich parle des options qui s'offrent aux Palestiniens : se rendre complètement et travailler comme salariés pour Israël, être déplacés ou être tués, c'est ce qu'ils appellent le programme de résolution. C'est ce qu'ils appellent le programme de résolution. Il s'agit d'un programme déclaré. Et Smotrich est un élément fondamental de ce gouvernement sioniste. [Le ministre israélien de la sécurité nationale, Itamar] Ben-Gvir a lui aussi un programme similaire. L'horizon politique d'un État palestinien est donc bloqué et le peuple palestinien le sait. D'autre part, l'ampleur des crimes commis par Israël dans la bande de Gaza a montré qu'ils ne pouvaient pas provenir d'un État qui prétend être l'oasis de la démocratie dans la région, ni d'une armée gouvernée par des lois et des règles. Il s'agit plutôt d'une bande d'assassins et de criminels qui tuent des civils, des femmes et des enfants, et dont les dirigeants sont poursuivis devant les tribunaux internationaux pour crimes de guerre. Ainsi, l'horizon bloqué et l'ampleur de ces crimes conduisent précisément à une intifada.

La forme que prend actuellement l'intifada en Cisjordanie implique une faible participation populaire en raison de l'énorme répression sécuritaire exercée par Israël. Comme je l'ai mentionné, il y a plus de 10 000 détenus dans les prisons de l'ennemi. Les opérations n'ont pas cessé non plus. Ces personnes ne sont pas dépourvues de familles, de partisans, d'organisations ; il en va de même pour les détenus. Cette ampleur ouvre la voie à un grand soulèvement populaire dans un avenir proche, espérons-le.

Je voudrais ajouter qu'il n'y a pas de Hamas en Cisjordanie, ni de 7 octobre. Ce qui existe en Cisjordanie, c'est Oslo. Néanmoins, les agressions commises par les colons en Cisjordanie sont monnaie courante. Des milliers de colons sont armés loin de toute structure officielle, même de l'armée et de la police sionistes. Ce sont les milices

de Ben-Gvir. Les crimes perpétrés en Cisjordanie sont sans précédent. Les colonies qui sont construites aujourd'hui et reconnues sont des regroupements arbitraires de colons que même les gouvernements israéliens radicaux avaient refusé de reconnaître. Néanmoins, elles sont aujourd'hui légalisées.

Les Palestiniens de Gaza sont tués. En Cisjordanie, par contre, ils perdent leurs terres qui sont transformées en colonies et perdent leurs moyens de subsistance. C'est pourquoi la situation en Cisjordanie va exploser, et je pense qu'il s'agira d'un grand conflit sanglant. L'Occident ferme maintenant les yeux et parle de Gaza et de l'administration de Gaza, mais Israël et Netanyahu refusent même la présence de l'Autorité palestinienne à Gaza. Il essaie de trouver des alternatives à l'Autorité palestinienne, qui travaille en Cisjordanie conformément à l'accord d'Oslo, en se limitant à ce que l'on appelle la « coordination de la sécurité ». L'horizon est donc complètement bouché. Le conflit en Cisjordanie sera sanglant. Ensuite, l'Occident se retournera et dira « solution à deux États ». Mais c'est un non-sens car ce que nous voyons sur le terrain est plus pertinent que les déclarations que nous entendons et qui n'ont aucune valeur.

Jeremy Scahill : *La question la plus « cliché » qu'un journaliste puisse poser à un Palestinien est la suivante : « Que pensez-vous de la solution à deux États ? » C'est pourtant ce que préconise l'administration Biden. Lorsque j'ai interrogé des responsables du Hamas, ils ont déclaré que si la volonté démocratique du peuple palestinien était d'établir un État le long des frontières de 1967, le Hamas ne s'y opposerait pas. Quelle est la position du Jihad Islamique palestinien à ce sujet ?*

Mohammed Al-Hindi : Cette question n'est pas réaliste. Ce n'est pas comme si quoi que ce soit dépendait de cette question. Yasser Arafat a signé les accords d'Oslo et a accepté la solution des deux États ; il était le chef de l'OLP et a signé en son nom. Trente et un ans plus tard, les terres sur lesquelles l'État palestinien était censé être établi sont devenues un second Israël. Elles sont devenues un État de colons. Il semble qu'une solution à deux États concernait le premier État d'Israël de 1948 et le deuxième État d'Israël de 1967.

Même Gaza est soumise à un blocus étouffant depuis 17 ans parce que personne ne veut de Gaza, cette étroite bande de terre sur laquelle vivent 2,5 millions de Palestiniens. En ce qui concerne la solution à deux États, l'Occident demande : « Quelle est la position du Hamas sur la solution

à deux États ? » Mais Yasser Arafat avait déjà signé la solution des deux États il y a 31 ans, et cela n'a servi à rien. Certains journalistes s'enquièreent de la position du Jihad Islamique sur la solution à deux États, mais personne ne pose la question aux partis israéliens qui constituent le gouvernement et sont membres de la Knesset et qui appellent à l'élimination de la cause palestinienne et au déplacement du peuple palestinien dans son ensemble, appelant à un transfert tout en étant dans la position sioniste de prise de décision. Nous nous opposons donc à ce que l'on mette le peuple palestinien à l'épreuve en lui demandant : « Quelle est la position des factions sur la solution à deux États ? » Ce n'est pas logique.

D'autre part, le Hamas est parfois contraint de répondre à cette question parce qu'il administre la bande de Gaza et que tout le monde veut lui demander : « Et si c'était le souhait du peuple palestinien ? » Mais Israël refuse cette solution, s'y oppose et y résiste. Il construit un État sur les terres qui étaient censées devenir celles de l'État palestinien. Aujourd'hui, certains proposent la solution d'un seul État. S'ils sont vraiment attachés à la démocratie, il existe une population palestinienne dans les territoires occupés de la Palestine historique. Qu'en est-il de la gouvernance de l'État ? Pourquoi personne ne pose la question d'un État unique où tous les citoyens jouissent des mêmes droits ?

Par principe, je pense donc que nous sommes dans une phase de libération nationale qui exige la résistance. Lorsqu'il y aura un partenaire disposé à résoudre la question palestinienne, que ce soit en Israël ou en Occident, en particulier aux États-Unis, alors seulement ils pourront discuter. Aujourd'hui, cependant, parler d'une solution à deux États n'offre au peuple palestinien que des illusions, comme si l'administration usaméricaine et l'Occident étaient favorables à la solution à deux États. Le magicien américain vient de sortir cela de sa poche pour le jeter contre le Déluge d'Al-Aqsa. C'est tout ! Ils parlent même d'une nouvelle autorité, et non de l'Autorité palestinienne, qui est le partenaire de la solution à deux États. Ils parlent d'une nouvelle autorité et personne ne sait de quoi il s'agit. Néanmoins, Israël refuse cette proposition. Il dit que l'armée israélienne réoccupera la bande de Gaza, mais en raison des problèmes de sécurité et du coût élevé d'un tel retour, Israël veut trouver une sorte d'agents dans l'administration de Gaza et, en cas d'échec, le [secrétaire d'État Antony] Blinken, par exemple, ferait une déclaration disant « Nous n'acceptons pas l'occupation, nous n'acceptons pas que le Hamas gère la bande de Gaza, nous n'acceptons pas le chaos ». Dites-nous, s'il vous plaît, quelle est l'alternative ? Faites une proposition. Le problème n'est donc pas que le

peuple palestinien ou les factions palestiniennes répondent à cette question. Le problème est fondamentalement qu'Israël ne veut nous accorder aucun de nos droits et que l'administration usaméricaine soutient cette position israélienne et n'ose pas, pour de nombreuses raisons, faire face à cet horizon bouché.

Notre problème réside dans l'injustice qui nous est faite, dans l'agression dont nous sommes l'objet. Notre problème n'est pas avec les Juifs, ni avec les Américains. Notre problème est l'injustice. Ainsi, si Netanyahu se tenait sur le plus haut minaret de Palestine, ou sur le minaret de la mosquée Al-Aqsa, et embrassait l'islam, le problème ne serait pas résolu pour autant. Notre problème avec Netanyahu et Israël est qu'ils ont occupé notre terre, tué notre peuple et qu'ils se livrent à une agression contre nous. Même s'il embrassait l'islam, le problème resterait entier. Les Usaméricains doivent comprendre cela.

Jeremy Scahill : *A quoi ressemblerait une résolution acceptable de votre point de vue ?*

Mohammed Al-Hindi : Écoutez, mettons-nous d'accord sur quelques règles de base. Après 76 ans, le peuple palestinien n'a pas renoncé, et il a lancé le Déluge d'Al-Aqsa. Israël est gouverné par un gouvernement radical sans précédent qui ne croit qu'en la fin du conflit avec une détermination pleine de racisme et de rancune. Cela place les choses dans une position irréconciliable.

Pour nous, Palestiniens, et je ne parle pas d'un groupe de résistance, du Jihad Islamique ou du Hamas, si nous n'obtenons pas nos droits, il n'y aura pas de stabilité dans la région. Le monde entier est en train de changer. Des conflits internationaux en cours affectent la question palestinienne et sont affectés par elle. La région change également. La région n'est plus ce qu'elle était il y a dix ans, lorsque les Arabes semblaient avoir tourné le dos au peuple palestinien et que tout était fini. Il est clair aujourd'hui qu'il existe des fronts de soutien à la cause palestinienne. La situation interne des Palestiniens est également en train de changer.

Après plus de 30 ans, Oslo est terminé. L'Autorité palestinienne est désormais utilisée comme un outil de sécurité. Il est clair que les membres du Fatah s'engagent également dans la confrontation avec Israël et ne sont pas satisfaits de la position de l'Autorité [palestinienne]. La résistance palestinienne à Gaza a persévéré à Gaza pendant neuf mois et est toujours en bonne forme et prête à persister d'une manière à

laquelle personne ne pouvait s'attendre. Tous ces changements doivent être pris en compte lorsque l'on parle de la cause palestinienne. Les droits du peuple palestinien au strict minimum qui a été convenu impliquent un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. C'est le minimum que le peuple palestinien pourrait accepter dans un premier temps. Nous ne sommes pas opposés à ce que des Juifs vivent parmi nous dans la région, mais ils ne peuvent pas dominer, prendre le contrôle et diriger la région et l'organiser selon des conditions de sécurité conformes à leurs intérêts et à ceux de leurs alliés. Cette région a ses habitants qui ont des droits auxquels ils ne renonceront pas.

Le temps joue en faveur du peuple palestinien, malgré toutes les souffrances qu'il subit. Toutes ces illusions dans l'esprit des dirigeants israéliens se brisent devant la nouvelle réalité de la région et du monde.

Jeremy Scahill : *Pensez-vous que les Juifs qui ont émigré d'Europe, des États-Unis, d'Australie ou d'Afrique du Sud ont le droit de vivre dans cet État ?*

Mohammed Al-Hindi : Nous n'aurions pas de problème avec eux s'ils ne conspiraient pas, s'ils ne se livraient pas à des agressions, s'ils n'infligeaient pas d'injustices, s'ils ne contrôlaient pas la région. Nous n'avons pas de problème sans cela.

Jeremy Scahill : *Quel est l'objectif de Mahmoud Abbas et de l'Autorité palestinienne (AP) à l'heure actuelle ?*

Mohammed Al-Hindi : Mahmoud Abbas a une vision et un projet qui se sont traduits par l'accord d'Oslo. Aujourd'hui, 31 ans plus tard, la vision de Mahmoud Abbas et de l'Autorité palestinienne s'évapore. Ils ne sont plus du tout pertinents, que ce soit pour un partenariat politique avec Israël ou pour la résistance. Tout ce projet touche donc à sa fin, attendue de longue date. Je pense que le projet de l'AP se désintègre avec le temps. Premièrement, il n'a pas répondu aux attentes minimales sur lesquelles il a été construit. Deuxièmement, Israël ne l'utilise que temporairement pour gérer la situation en Cisjordanie alors qu'il n'a aucune souveraineté réelle, même dans la zone B. Dans la zone A, il n'y a pas non plus de souveraineté réelle. Israël pénètre dans ces zones quand il le veut, arrête qui il veut dans la zone A. Donc, avec le temps, je pense que n'importe quel sondage d'opinion en Cisjordanie montrera que la plupart des Palestiniens sont avec la résistance, pas avec l'AP. Le projet d'Oslo était donc essentiellement ce que Yasser Arafat, puis

Mahmoud Abbas, espéraient voir évoluer vers un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Israël, quant à lui, voulait en faire un outil de gestion du peuple palestinien, afin que l'occupation soit facile et peu coûteuse. L'équilibre des pouvoirs a aidé Israël à atteindre cet objectif, à concrétiser sa vision de l'accord. Sur le terrain, il a dépouillé l'Autorité palestinienne de toute souveraineté et l'a transformée en un outil de gestion des communautés palestiniennes. Ensuite, Israël a construit le mur de séparation qui a dévoré de larges pans de la Cisjordanie, a construit ces colonies, a judaïsé Jérusalem. Ainsi, le projet de l'Autorité palestinienne est presque terminé.

Jeremy Scahill : *Serait-il préférable pour le peuple palestinien qu'il n'y ait pas d'Autorité palestinienne ? Qu'est-ce qui la remplacerait ?*

Mohammed Al-Hindi : L'alternative serait un accord palestinien interne. Il existe des pouvoirs palestiniens fondamentaux qui n'existaient pas lorsque l'OLP a été créée. Le Hamas et le Jihad Islamique ne font pas partie de l'OLP alors qu'ils sont les principales puissances actives sur le terrain. L'OLP est composée de factions. Le Fatah, en tant que faction, est présent et a son impact et ses électeurs. Mais la plupart des autres factions sont des factions marginales sans présence significative. Les accords internes palestiniens doivent maintenant être construits sur la base des réalités et des acteurs sur le terrain plutôt que sur la situation des années 1960 et 1970. C'est pourquoi la reconstruction de l'OLP est, à mon avis, la meilleure façon d'aborder la réorganisation de la structure palestinienne interne.

Jeremy Scahill : *Si les négociations entre le Hamas, le Jihad Islamique palestinien et les Israéliens aboutissent à la libération de Marwan Barghouti, soutiendrez-vous sa candidature à la présidence d'une Palestine indépendante et internationalement reconnue ? [Note : Marwan Barghouti est un leader de la résistance palestinienne emprisonné par Israël depuis 2002. Bien qu'il soit membre du Fatah, le parti au pouvoir, il a vivement critiqué l'accord d'Oslo, et le Hamas et le JIP n'ont cessé de réclamer sa liberté. Parfois qualifié de Nelson Mandela palestinien, il est largement considéré comme le choix le plus populaire parmi les Palestiniens pour devenir le futur président d'un État indépendant].*

Mohammed Al-Hindi : Il est prématuré de se prononcer. Tout d'abord, il y a la question de la libération de Marwan Barghouti. Bien sûr, nous demandons la libération de tous les prisonniers palestiniens, y compris les leaders de la résistance palestinienne, Marwan Barghouti,

tous. C'est au Fatah de décider s'il se présentera plus tard à l'élection présidentielle. Barghouti est un dirigeant du Fatah et s'il le nomme, la question pourra être discutée. Le Jihad Islamique ou le Hamas, pour avoir été à l'origine de sa libération, ne le soutiendront pas et ne s'y opposeront pas. C'est au Fatah de le nommer, puis nous examinons tous les candidats et nous parvenons à certains accords. C'est donc tout à fait prématuré. Mais je peux dire qu'au Jihad Islamique, nous tenons à ce que le Fatah soit solide, fort et cohérent, et qu'il soit unifié en interne.

L'Axe de la Résistance

Jeremy Scahill : *Dans les médias, de nombreux articles affirment que le Jihad Islamique palestinien est soutenu de manière significative par l'Iran. Je voulais vous interroger sur vos relations avec l'Iran et vous demander s'il est vrai que Téhéran apporte un soutien militaire et financier au Jihad islamique palestinien.*

Mohammed Al-Hindi : Nous sommes un mouvement de résistance palestinien. Notre lutte a commencé avant la révolution iranienne. La lutte du peuple palestinien dure depuis 76 ans. Nous sommes reconnaissants et apprécions tous ceux qui sont à nos côtés. Aujourd'hui, l'Iran est aux côtés du peuple palestinien et de la résistance palestinienne. Il soutient le peuple palestinien et la résistance avec tout ce dont le peuple palestinien peut avoir besoin. Cela est déclaré et évident pour tout le monde. Ce n'est pas un secret. Le mouvement du Jihad Islamique a commencé à discuter et à dialoguer en interne avant la révolution de 1979. Nous avons commencé au milieu des années 1970. Nous avons commencé à résister au début des années 1980, avant d'avoir des relations avec la République islamique. Nous étions dans des prisons d'occupation dans la bande de Gaza et nous ne connaissions personne d'Iran. Nous avons commencé parce que nous avons notre vision et notre compréhension de l'histoire et de la politique dans la région. Nous avons donc rempli notre devoir. Aujourd'hui, l'Iran vient nous soutenir. Nous apprécions ce soutien. Surtout à un moment où les Arabes nous abandonnent, se rendent en Israël et concluent des accords avec lui.

En ce qui concerne l'Iran, la grande agitation dans les médias occidentaux et même dans la région a été provoquée par Israël qui essaie de dire, dans le contexte de la normalisation avec les Arabes, qu'il y a un nouvel ennemi pour les Arabes dans la région tandis qu'Israël devient un allié plutôt qu'un ennemi. C'est dans ce contexte que le rôle de l'Iran est discuté, ainsi que le soutien iranien à la résistance désignée comme

terroriste par Israël et une partie de l'Occident. Par conséquent, il a inventé cet ennemi pour suggérer que la région a Israël, qui est un allié des États sunnites de la région, et que des accords et des accords de paix sont conclus avec lui, tandis qu'il y a un ennemi qui constitue une menace pour tout le monde, à la fois les États sunnites et Israël. Cet ennemi est l'Iran, qui soutient des « mouvements terroristes » dans la région, à savoir la résistance palestinienne. Israël tente ainsi d'envahir toute la région de cette manière. Cependant, l'Iran n'est pas un État éphémère.

Si l'on considère les populations qui habitent cette région depuis des milliers d'années, on trouve des Arabes, des Perses et des Turcs. L'Iran n'est pas une nouveauté. C'est un État reconnu dans la région et il a ses intérêts. Les Arabes et les non-Arabes reconnaissent ces intérêts. C'est un État qui ne peut être négligé dans la région. Israël est un État éphémère. C'est pourquoi il essaie de changer l'équation. Ces accusations sont portées contre le Jihad Islamique, le Hamas ou la résistance palestinienne, suggérant qu'ils suivent les ordres de l'Iran ou qu'ils font partie de cette alliance jugée « diabolique » contre les intérêts occidentaux et mondiaux.

Jeremy Scahill : *Est-il vrai qu'il existe une sorte de centre de commandement où les factions – qu'il s'agisse de l'Iran ou de la résistance islamique en Irak ou des Houthis au Yémen, du Hezbollah, du Hamas, du Jihad Islamique palestinien – ont un accord officiel sur la coordination de la résistance ?*

Mohammed Al-Hindi : Qu'il y en ait ou qu'il n'y en ait pas n'est pas un sujet de discussion pour les médias. La résistance est actuellement engagée dans une bataille, une confrontation. Il y a des fronts arrière. C'est tout ce que l'on peut dire à ce sujet. C'est ce qui est publiquement connu et déclaré. Je n'ai rien à ajouter.

Jeremy Scahill : *Quelle est votre analyse politique actuelle de ce qui pourrait se passer au Liban ? Il semble que les Israéliens veuillent au moins s'engager dans une forme de guerre plus intense contre le Liban, contre le Hezbollah. L'administration Biden a indiqué qu'elle soutiendrait Israël dans une telle guerre.*

Mohammed Al-Hindi : Le Hezbollah a déclaré qu'il avait ouvert un front supplémentaire depuis le 8 octobre et que les confrontations sur ce front ne s'arrêteraient pas tant que l'agression contre Gaza ne cesserait pas. Aujourd'hui, Israël menace d'étendre la guerre et certaines

voix dures au sein du gouvernement israélien appellent à une guerre totale au Sud-Liban. Mais je pense que c'est peu probable. Tout d'abord, Israël est épuisé : son armée est épuisée dans la bande de Gaza. Depuis neuf mois, il n'a pas été en mesure de résoudre quoi que ce soit ou d'atteindre l'un de ses objectifs déclarés. Il s'enfonce dans les sables mouvants de Gaza. Malgré toutes les violences et tous les massacres, les options d'Israël dans la bande de Gaza sont aujourd'hui très limitées. Qu'il s'agisse de rester à Gaza, de procéder à un retrait partiel et à un redéploiement et de maintenir le corridor Philadelphie ou le corridor Netzarim, ou de se retirer complètement. Israël n'est en mesure de résoudre aucun de ses problèmes à Gaza. Alors, comment peut-il emmener une armée épuisée dans une guerre au Sud-Liban ? Ils savent que le Hezbollah a des capacités plusieurs fois supérieures à celles de la résistance à Gaza. Il sait également que le territoire du Hezbollah n'est pas comme Gaza, c'est-à-dire ouvert comme un terrain de football. La topographie est tout à fait différente. Le front au Liban n'est pas non plus fermé comme Gaza, mais on peut dire qu'il s'étend de la Méditerranée à la mer Caspienne.

D'autre part, quels sont les cibles d'Israël au Liban ? Y a-t-il des cibles militaires ou des installations économiques du Hezbollah qu'Israël pourrait viser ? Israël pourrait détruire la banlieue sud de Beyrouth en termes de bâtiments. Mais quelles sont les cibles au Liban ? Aucune. En Israël, il existe des centaines, voire des milliers, de cibles militaires et économiques pour le Hezbollah. Le Hezbollah a publié certaines de ces cibles il y a environ deux semaines. Ces cibles ont été filmées et publiées.

Par ailleurs, la décision de mener une guerre au Liban est-elle une décision purement israélienne ? Ou faut-il une approbation ou un feu vert américain pour une décision qui pourrait entraîner la région dans une guerre régionale qui pourrait être difficile à contenir ? Les Usaméricains ne sont pas en mesure d'autoriser une guerre qui pourrait se transformer en guerre régionale à un moment aussi critique, avec les élections à venir, la guerre en Ukraine et d'autres questions. C'est pourquoi je pense que toutes les menaces israéliennes, en particulier celles de Netanyahu et de son ministre Gallant, ne sont que des paroles en l'air.

Jeremy Scahill : *Vous sentez-vous trahi par les nations arabes en général dans cette situation de l'après 7 octobre ? Pensez-vous que l'approche des accords d'Abraham et des autres négociations engagées par les États-Unis pour tenter de normaliser les relations entre Israël et les États arabes représente une trahison de la cause palestinienne ?*

Mohammed Al-Hindi : Depuis le début des accords de normalisation, les accords d'Abraham, il était clair que les Arabes avaient abandonné la position qu'ils avaient adoptée lors du sommet arabe de Beyrouth en 2002, qui parlait de la volonté de normaliser les relations avec Israël uniquement lorsque la question palestinienne serait abordée dans le cadre de la solution à deux États. Ils ont ensuite franchi le pas dans les accords d'Abraham, à savoir la normalisation ; ils avaient pris leur décision. Cependant, nous avons maintenant le 7 octobre. La situation avant le 7 octobre est différente de celle qui vient après, y compris pour les régimes qui ont normalisé leurs relations avec Israël.

La vision de ces régimes dépend de l'issue de cette guerre. Tout le monde attend donc de voir ce que donnera cette confrontation à Gaza. Il est clair qu'Israël n'a atteint aucun de ses objectifs jusqu'à présent et qu'il apparaîtra sous un jour différent, qui n'est pas celui dans lequel il était perçu lorsqu'il a signé les accords d'Abraham. Dans les accords d'Abraham, Israël était considéré comme un État fort capable de remplacer les États-Unis lorsqu'ils se retireraient progressivement de la région pour se réfugier en Asie du Sud-Est afin d'y affronter la Chine et les Russes. Israël prendrait la tête de la région. Cette perception a maintenant changé. Et au vu de l'issue de la bataille de Gaza, il est clair que les choses continueront d'être différentes. Bien sûr, nous ne verrons pas de résultats rapides et clairs au début, mais il s'agit d'États qui ont des intérêts. Je m'attends à ce que ces États commencent, à moyen terme ou plus tôt, à agir sur la base des règles sur lesquelles la région sera construite après le 7 octobre.

Comment la Résistance palestinienne voit-elle le duel Biden contre Trump ?

***Jeremy Scahill** : J'ai parcouru votre histoire depuis les années 1980, et vous avez participé à cette lutte sous de nombreuses administrations usaméricaines. Quelle est la place de Joe Biden dans l'histoire ?*

Mohammed Al-Hindi : Trump nous manque un peu maintenant, avec ses débats et ses déclarations. Le président Biden ne doit pas être considéré comme une seule personne, mais il représente le parti démocrate qui a une politique claire. C'est un expert. Le président Biden n'est pas un nouveau venu en politique. C'est un expert doté d'une vaste expérience. Il a passé sa vie à travailler en politique en tant que sénateur, vice-président, etc. C'est un vétéran. Il représente très bien le parti

démocrate. Il maîtrise les équilibres sur la scène internationale. Il a probablement commis une erreur lorsqu'il a mené la bataille en venant en Israël et en assistant au premier cabinet de guerre.

Je pense que ses calculs ont échoué à cet égard. Netanyahu, qui a une longue expérience des relations avec les différentes administrations, en particulier pendant les élections, a été le grand gagnant de cette affaire avec l'implication brutale de Biden dans la guerre. Netanyahu s'est rendu au Congrès sous l'administration Obama. Il a une expérience préalable. Il s'y rendra également maintenant. Il est clair qu'il essaiera de s'attarder à Gaza jusqu'aux élections américaines, d'une manière ou d'une autre, dans l'espoir que les choses seront résolues si Trump remporte les élections.

L'administration usaméricaine est limitée, qu'elle soit démocrate ou républicaine. Ils sont liés par des affaires internes, des lobbies, des capitalistes, des hommes d'affaires. Les élections américaines sont affectées par tous ces facteurs. Très franchement, nous ne comptons pas beaucoup sur le résultat de ces élections.

À la base de la société américaine, au niveau de la jeunesse, il y a de véritables changements et de nombreuses voix libres et humaines qui se répandent dans les universités. Même l'officier américain qui s'est immolé par le feu – nous lui construirons un monument, non seulement à Gaza, mais dans nos cœurs. Il s'agit là de manifestations très fortes. Toutefois, ces mouvements libres et humains ne se traduiront pas – et nous ne nous attendons pas à ce qu'ils se traduisent – en politiques qui gouverneront l'administration américaine.

Jeremy Scahill : *Je me demande si vous pensez que la situation des Palestiniens serait meilleure si Trump gagnait à la place de Biden ?*

Mohammed Al-Hindi : Je pense que cela dépend de l'évolution de certaines questions. Trump, en fin de compte, tout comme Biden, veillera aux intérêts américains. Ainsi, les développements dans la région, les développements dans le monde, la guerre en Ukraine, les tensions avec la Chine, tous ces facteurs influencent n'importe quel président américain, qu'il soit démocrate ou républicain. Je pense que le monde change, que la région change, que le peuple palestinien bouge, que la résistance palestinienne a prouvé qu'elle n'était pas un acteur que l'on pouvait négliger. Il existe des puissances régionales qui soutiennent le peuple palestinien. Tout cela doit être pris en compte. La guerre en cours en Ukraine, ses résultats et ses tendances, les règles qu'elle

inculque, le conflit avec la Chine, toutes ces questions affecteront l'approche adoptée par Trump ou tout président démocrate, qu'il s'agisse de Biden, s'il reste candidat, ou de tout autre candidat démocrate. Nous préférons toutefois avoir un autre candidat que Biden.

Le poids stratégique d'Israël dans la région a indéniablement été affecté. Quel regard les États de la région, alliés des États-Unis, porteront-ils sur Israël après cet échec du 7 octobre et pendant plus de neuf mois ? C'est un point important. Comment le monde considérera-t-il également Israël ? Aux yeux du monde et de la région, Israël, qui a échoué si lamentablement avant Gaza, sera-il un allié fiable à qui l'on peut confier la protection de la région et la garantie de sa sécurité et de son avenir politique et économique ? Ainsi, tout futur président trouvera ces changements sur la table et ils ne pourront pas être ignorés. Surtout s'il s'agit d'un homme d'affaires comme Trump.

Le Secrétaire général des Nations unies s'est exprimé en termes honnêtes, humains et forts et a dénoncé Israël. La CIJ et la CPI poursuivent à juste titre Israël. Cependant, nous craignons que la résonance de ces crimes s'estompe et se refroidisse avec le temps. C'est pourquoi il est très important pour nous que les États-Unis, en particulier la nouvelle génération, maintiennent cette relation, qui ne concerne pas uniquement la Palestine. La Palestine est plutôt devenue un symbole de la résistance à l'injustice, à l'impérialisme et au piétinement de l'humanité dans son ensemble. Ce sont des crimes sans précédent dans l'histoire de l'humanité qui sont diffusés pour la première fois en continu.

Je voudrais insister une fois de plus sur le fait que certaines voix juives, en particulier aux États-Unis, sont meilleures que certaines voix arabes et musulmanes. Le sionisme est une idée et une politique. On peut trouver des Arabes ou des musulmans qui sont également sionistes. Tout comme il y a des sionistes chrétiens et juifs, il y a des sionistes musulmans. Je répète donc que nous respectons toutes ces voix, ces voix libres qui veulent que l'humanité l'emporte à la fin de cette bataille, et nous pensons que notre bataille en Palestine est la bataille de tous contre l'injustice, le piétinement, la rancune, le racisme : une bataille contre tous ces maux auxquels le peuple américain s'oppose.

D'autant plus que ce conflit ne s'achèvera pas avec la fin de cette guerre. Il s'agit d'un conflit ouvert. Ainsi, même si nous comprenons que ces voix ne se traduiront pas en politiques du jour au lendemain, puisqu'il s'agit d'un conflit ouvert, ces voix auront un impact significatif à l'avenir.

Il y a eu quelques exemples usaméricains importants comme Rachel Corrie qui s'est tenue devant le bulldozer dans le passé à Rafah. [*Note : Rachel Corrie est une militante usaméricaine qui a été tuée à Rafah, dans la bande de Gaza, en 2003, alors qu'elle tentait d'empêcher les forces israéliennes de démolir des maisons palestiniennes*].

Jeremy Scahill : *J'ai lu que le Département d'État usaméricain vous avait désigné comme terroriste spécialement désigné et j'aimerais entendre votre commentaire sur cette désignation.*

Mohammed Al-Hindi : Je crois que les USAméricains ne connaissent pas Mohammed Al-Hindi. Ce sont les Israéliens qui m'ont présenté à eux, donc cette désignation est en fin de compte israélienne. Ils ont dit : « Ce sont des terroristes. » A l'époque, quand ils m'ont désigné il y a des années, ils ont dit qu'en tant que Secrétaire général adjoint du Jihad Islamique, il est responsable des actes de résistance du mouvement. Les USAméricains ont donc pris des décisions qui n'avaient aucune valeur, comme le gel des avoirs. Je ne suis jamais allé aux États-Unis et je n'ai pas un centime dans les banques usaméricaines ou autres. Ces décisions n'ont donc aucune valeur et n'ont aucune incidence sur le terrain. Je pense que ce sont des décisions israéliennes par excellence.

Un cheikh est associé à la fondation du mouvement du Jihad Islamique. Il s'appelait Abd Al Aziz Awda. Il est retourné à Gaza après les accords d'Oslo. Un journal usaméricain a écrit sur lui à l'époque en disant qu'il était un membre fondateur du Jihad Islamique et a mentionné son nom parmi quatre noms qui, selon le journal, étaient dangereux et recherchés. On lui a dit que les USAméricains disaient telle ou telle chose à votre sujet. Il a répondu que ce n'était pas important. Ce qui est important, c'est qu'Israël connaisse la vérité.

Les USAméricains ne voient la région qu'à travers une seule lentille, celle d'Israël, car c'est leur projet. Toutes ces décisions n'ont donc aucune incidence et aucune valeur pour la résistance, mais ne font que renforcer notre détermination.

Jeremy Scahill : *Y a-t-il un message que vous souhaiteriez adresser au peuple ou au gouvernement usaméricain ?*

Mohammed Al-Hindi : Le peuple usaméricain est un peuple libre. Les mouvements que nous observons dans les universités usaméricaines et les voix de personnalités usaméricaines importantes nous donnent de l'espoir. Nous apprécions tout cela, et nous croyons que l'humanité

prévaudra, bientôt espérons-le. Pour nous, en Palestine, il est de notre devoir de combattre le projet sioniste en tant que menace non seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour toute la région. En bref, il ne peut y avoir de sécurité ou de stabilité dans la région si le peuple palestinien n'accède pas à ses droits minimaux. Le Déluge d'Al-Aqsa a ramené le conflit à la case départ d'une manière que personne ne pouvait prévoir. Ce n'est pas le message du Hamas seul. C'est le message du peuple palestinien dans son ensemble.

ANNEXES

Le médecin qui trouve que la mort est un sujet de plaisanterie

Entretien de Robert Fisk (1946-2020) avec le Dr. Fathi Shaqaqi (1951-1995)

Le chef du Jihad islamique déclare à Robert Fisk que l'utilisation de kamikazes contre Israël est justifiée : « Des jeunes viennent nous voir en insistant sur le fait qu'ils veulent mener une opération suicide. Peut-être sont-ils influencés par les enseignements du Jihad islamique ».

Robert Fisk, The Independent, 30/1/1995

Le Dr Fathi Shaqaqi est un homme qui ne cesse jamais de blaguer. Il a relu Hamlet - pour la cinquième ou sixième fois, insiste-t-il -, juste avant les attentats suicides de la semaine dernière au cours desquels deux de ses jeunes membres du Jihad islamique se sont fait exploser avec 20 soldats israéliens et un civil. Et il rit tout en parlant.



Il rit lorsqu'il se vante des attentats de Netanya – « la plus grande attaque militaire jamais perpétrée à l'intérieur de la Palestine », dit-il - et s'esclaffe lorsque vous lui demandez s'il était au courant à l'avance du massacre. Si vous vous étonnez qu'il ne salue pas les visiteurs par un « Salam Aleikum » et qu'il ne cite pas le Coran, il sourit. « Nous ne parlons pas de théologie, mais de politique et de choses militaires ».

Pour le Dr Shaqaqi, Netanya n'a pas été le théâtre d'un meurtre crapuleux, mais d'une « opération » militaire, dont il dit qu'il y en aura d'autres dans les semaines à venir. « Nous poursuivrons notre lutte », affirme-t-il. « Il y a quelques années, nous avons utilisé des couteaux. Il y a trois mois, nous avons utilisé une bicyclette piégée après que Hani Abed [le journaliste du Jihad islamique qui se serait fait exécuter par des agents israéliens] a été tué par le Mossad. Aujourd'hui, nous avons changé de style. Nous savons que les Israéliens sont eux aussi très sophistiqués. Il est plus difficile et plus coûteux pour nous d'obtenir des explosifs que pour n'importe qui d'autre dans le monde, mais si vous le voulez, vous pouvez le faire ... » Et il rit à nouveau, insatiablement, craintivement, de railleries si sombres, avec une gaieté si sinistre.

A-t-il été prévenu à l'avance des attentats suicides de Netanya ? « C'est un sujet dont je ne parlerai pas ». Un autre sourire effrayant. Comment a-t-il réagi à cet attentat et au massacre de civils israéliens lors des attentats suicides du Hamas à Tel Aviv en octobre dernier ? Le Dr Shaqaqi répond qu'il faut demander au Hamas de s'expliquer sur l'attentat de Tel Aviv. Netanya était une cible « militaire ». La réponse se transforme alors en une rapide rafale.

« Pour nous, au Jihad islamique, si nous donnons des ordres à nos moudjahidines, nous parlons de cibles militaires et de colonies. Mais en temps de guerre, beaucoup de choses peuvent se produire. Nous, Palestiniens, sommes confrontés à une armée organisée et la plupart de nos pertes sont des civils... c'est une guerre. Nous n'attaquons pas les Américains ou les Européens. Nous n'attaquons même pas les Juifs ou les Israéliens en dehors de la Palestine. Nous ne faisons que défendre notre droit à vivre dans notre patrie... Nous avons vécu en paix avec les Juifs pendant des siècles. Pourquoi les Juifs veulent-ils vivre dans un État colonialiste ? Ils peuvent vivre en Europe ou en Amérique ... Je n'ai aucun problème avec les Juifs ... Mais je combattrai l'occupation ».

La pièce est banale : un bureau au troisième étage dans le camp palestinien de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, décoré d'une maquette de la mosquée Al-Aqsa, d'une lithographie de Hani Abed et d'une photo encadrée de deux martyrs tués par les Israéliens au Sud-Liban. À première vue, même sa carrière semble un chouïa banale.

Né à Gaza en 1951, sa famille est originaire de Rehovot, près de Tel Aviv, dans l'actuel Israël, il a été professeur de mathématiques à Jérusalem de 1970 à 1974, étudiant en médecine en Égypte jusqu'en 1981, médecin à l'hôpital Augusta Victoria de Jérusalem jusqu'en 1983.

L'anglais du Dr Shaqaqi fleurit et s'éclipse au cours de la conversation, de même que son rire obsessionnel et son désir de démontrer sa connaissance de la littérature anglaise. « Avant d'être un homme politique et le chef du Jihad islamique, je suis un être humain et aussi un poète - oui, j'ai lu votre littérature : Shakespeare, Dante, T S Eliot, Ezra Pound... »

Lorsque je demande soudain au Dr Shaqaqi s'il parle hébreu, l'un de ses subordonnés esquisse un geste nerveux avant que lui-même émette de ces gloussements exaspérants. « J'ai appris l'hébreu quand j'étais en prison, mais il est très faible. Comment avez-vous su que je parlais hébreu ? » Je dis à Shaqaqi qu'il a prononcé "Rehovot" avec un accent israélien, que cela le trahissait. Sur l'étagère à côté de son bureau, il y a aussi un dictionnaire d'hébreu. Il dit vouloir améliorer sa connaissance de la langue - une ambition étrange, me semble-t-il, pour un homme qui connaissait personnellement l'un des kamikazes qui ont tué les 21 Israéliens dimanche dernier.

« Oui, par hasard, je connaissais l'un d'entre eux, Salah Shaaker. Lorsqu'il avait 14 ans, il venait chez moi parce que je connaissais ses grands frères, qui faisaient partie du noyau de notre mouvement du Jihad islamique en Égypte. Mais ce n'est pas moi qui ai choisi les poseurs de bombes. Les deux moudjahidines, Shaaker et Anwar Soukar, se connaissaient très bien. Avant que l'opération ne se produise, ils se sont rendus sur les lieux et les ont étudiés attentivement.

« À l'heure et au jour exacts, ils sont allés de Gaza à Tel-Aviv, et de Tel-Aviv à la gare routière militaire, qui était très bien protégée. Aucun civil ne peut y pénétrer. Mais à côté de la gare militaire, il y avait un petit café où certains soldats allaient prendre un café ou manger. Il est facile d'entrer dans le café, mais il est difficile d'entrer dans la gare. Ils ont coordonné leur action. Ils se sont coordonnés entre eux. Le premier

devait entrer dans le café et se faire exploser. Le second devait rester à l'extérieur et attendre les soldats, puis se mêler au groupe et se faire exploser ».

Aujourd'hui, les sourires ne sont plus de mise. « Avant l'Intifada [le soulèvement palestinien], il était difficile de recruter pour nos cellules militaires. Mais après l'Intifada, de nombreux jeunes voulaient participer à des opérations militaires. Après les accords d'Oslo [entre Israël et l'OLP], ce phénomène s'est amplifié. Certains de ces jeunes qui viennent nous voir insistent sur le fait qu'ils veulent mener une opération suicide. C'est peut-être parce qu'ils sont influencés par les enseignements du Jihad islamique. Nous ne choisissons que ceux qui insistent. Mes ordres sont de les convaincre de ne pas y aller, de les tester. S'ils insistent encore, ils sont choisis ».

C'est en Égypte, alors qu'il était étudiant en médecine, que le Dr Shaqaqi a fondé ce qui allait devenir peut-être le plus féroce de tous les ennemis modernes d'Israël. « Cela a commencé par un dialogue au milieu des années 70 », explique-t-il. « J'ai été membre pendant quelques années des Frères musulmans (égyptiens), mais j'ai rejeté leurs conceptions et je me suis tourné vers de nouvelles idées. En tant qu'étudiants palestiniens, nous discutons de l'Islam et de la Palestine et nous voyions deux catégories de Palestiniens : les nationalistes, qui parlaient de la libération de la Palestine mais oubliaient l'Islam, et les traditionalistes, qui parlaient de l'Islam et d'un État islamique mais oubliaient la Palestine. Nous devons résoudre ce problème, faire le lien entre les nationalistes et les islamistes. Nous avons donc parlé de l'Islam, de la Palestine et du Jihad [lutte sainte] - l'Islam serait l'idée de départ, la Palestine l'objectif à libérer et le Jihad serait la voie, la méthode ».

Une cinquantaine de Palestiniens se sont regroupés autour du Dr Shaqaqi en Égypte et ont formé l'organisation du Jihad islamique à leur retour. Le Dr Shaqaqi était un leader alors qu'il travaillait comme médecin à Jérusalem. Il se marie - la famille a deux garçons et une fille - et publie un magazine, *Avant-garde islamique*, ce qui lui vaut un an de prison à Gaza.

En 1986, il est à nouveau arrêté et condamné à quatre ans de prison à Ashkelon et à Nafah, dans le désert du Néguev. Après avoir purgé à peine deux ans de sa peine, il est expulsé vers le Liban - apparemment sur ordre personnel d'Yitzhak Rabin - et se rend à Damas, mais seulement après avoir visité Téhéran, où il a rencontré l'ayatollah Khomeini six mois avant la mort du chef spirituel. Il est retourné à Téhéran quatre ou

cinq fois depuis, dont une fois pour une conférence au cours de laquelle les Iraniens se sont engagés à verser des millions de dollars à la résistance palestinienne.

Quant à Damas, le Dr Shaqaqi insiste sur le fait qu'il ne reçoit aucun "soutien matériel" de la part de la Syrie. Après l'attentat de Netanya, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, a téléphoné à Farouk al-Sharaa, le ministre syrien des Affaires étrangères, pour demander à la Syrie de « ne plus donner asile aux terroristes ».

Shaqaqi ne se dit pas troublé par la demande de Christopher. « Damas est une capitale ouverte à tous les Arabes. Je suis venu en tant que citoyen arabe. Notre présence ici n'est pas officielle, comme celle d'autres factions [palestiniennes]. Nous n'avons pas de relations officielles avec le gouvernement syrien ... après que M. Christopher a téléphoné au Dr al-Sharaa, les Syriens ne m'ont pas parlé et je ne leur ai pas parlé. Nous n'avons pas d'institutions ni d'infrastructures ici. Il m'est très facile de déménager dans une autre capitale si c'est dans l'intérêt de la Syrie ».

Livres sur le Jihad islamique palestinien

- Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rébillard, 2014. [*De la théologie à la libération – Histoire du Jihad islamique palestinien*](#). La Découverte, Paris [note de lecture [ici](#)]
- Skare, Erik. 2021. [*A History of Palestinian Islamic Jihad: Faith, Awareness, and Revolution in the Middle East*](#). Cambridge: Cambridge University Press.
- Skare, Erik. 2021. [*Palestinian Islamic Jihad: Islamist Writings on Resistance and Religion*](#). London: I.B. Tauris.